



**La coopération
internationale :
contribuer à la lutte
mondiale contre
la pauvreté et les crises.**
Compte rendu des activités
définies dans la stratégie
2021-2024



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Table des matières

Avant-propos	3
Considérations transversales	4-9
Les résultats en un coup d'œil	4
Obtention des résultats	4-5
Pays prioritaires de la CI	6-7
Recentrage stratégique et géographique	8
Pandémie de COVID-19 et guerre en Ukraine	9
Résultats et défis	10-25
Objectif 1 – Développement économique	10-12
Objectif 2 – Environnement	13-15
Objectif 3 – Développement humain	16-18
Objectif 4 – Paix et gouvernance	19-21
Autres axes prioritaires	22-25
Finances	26
Bilan et perspectives	27



Monsieur le Président du Conseil national,
Madame la Présidente du Conseil des États,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

La coopération internationale de la Suisse (CI) a-t-elle réussi à obtenir des changements positifs dans les pays partenaires et au niveau mondial? Quel positionnement a-t-elle adopté face à plusieurs crises graves, pour certaines imprévisibles? Que faudrait-il faire à l'avenir pour mesurer de manière plus probante l'efficacité de la CI? Dans ce compte rendu des activités définies dans la stratégie CI 2021-2024, la Direction du développement et de la coopération (DDC), le centre de prestations Coopération et développement économiques du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et la division Paix et droits de l'homme (DPDH) du Secrétariat d'État du DFAE expliquent les résultats atteints et les défis rencontrés.

La CI suisse met en œuvre le mandat constitutionnel visant à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie et la préservation des ressources naturelles (art. 54, al. 2, Cst.). Elle concourt ainsi à la réalisation de la stratégie du Conseil fédéral en matière de politique extérieure et de politique économique extérieure et contribue à l'Agenda 2030 pour le développement durable. La CI est un investissement dans la sécurité et dans la prospérité de la Suisse et du reste du monde.

Ce compte rendu d'activité s'articule autour des quatre objectifs que s'était fixés la stratégie CI 2021-2024: 1. croissance économique durable, création de marchés et création d'emplois décents; 2. lutte contre les changements climatiques et gestion durable des ressources; 3. sauvetage de vies, fourniture de services de base de qualité et diminution des causes de la migration irrégulière et du déplacement forcé; 4. paix, état de droit et égalité des genres.

Cette stratégie CI comprenait plusieurs nouveautés. Elle a été la première à être explicitement guidée par trois critères: les besoins des populations locales, les intérêts suisses à long terme et la valeur ajoutée de la CI. Du point de vue géographique, elle s'est concentrée sur quatre régions. Afin de lui donner une solide assise dans la politique intérieure, une procédure de consultation facultative a été organisée pour la première fois.

Dans le rapport final sur la mise en œuvre de la stratégie CI 2017-2020, les responsables d'alors avaient souligné le fait que les épidémies et les conflits armés pourraient réduire à néant les progrès accomplis. La période stratégique 2021-2024 qui s'achève a été marquée par des crises et des bouleversements politiques dans de nombreux pays, comme l'Afghanistan, le Soudan, le Myanmar, le Mali, le Burkina Faso et le Niger. De plus, la pandémie de COVID-19, la guerre en Ukraine et l'escalade du conflit au Proche-Orient ont multiplié les défis dans des proportions imprévisibles. Alors que la Suisse s'est classée pour la première fois en tête de l'indice de développement humain en 2021, le monde a reculé en moyenne de cinq années en matière de développement humain¹. Les crises superposées ont entraîné une augmentation de la dette publique, du coût de la vie et des pénuries d'énergie, et aggravé la situation alimentaire dans de nombreux pays partenaires. Dans le même temps, le changement climatique est devenu plus perceptible. L'accroissement des conflits a contraint encore plus de personnes à la migration. Les séismes de grande ampleur, comme en Turquie, au Maroc et en Afghanistan, et les inondations dévastatrices, comme en Libye, ont été très nombreux durant la période sous revue.

Ces crises ont eu un impact considérable sur la CI suisse au cours des quatre dernières années. De nombreux projets ont dû être adaptés. Parallèlement, il était important de ne pas perdre de vue les objectifs à long terme et les contextes géographiques qui mobilisaient moins l'attention publique. La stratégie CI 2021-2024 a assuré la souplesse

nécessaire tout en offrant des garde-fous stratégiques, de sorte qu'il a été possible de poursuivre les objectifs, même dans des circonstances particulièrement difficiles. La DDC, le SECO et la DPDH ont travaillé ensemble, en complémentarité, et apporté ainsi leurs compétences clés respectives. Le soutien à l'Ukraine – un pays prioritaire commun aux trois acteurs de la CI – a montré de manière exemplaire que cette interaction fonctionne et qu'elle donne des résultats.

En 2023, la Suisse a occupé pour la première fois un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Les priorités de son mandat de deux ans sont également fondamentales pour les pays partenaires de la DDC, du SECO et de la DPDH: 1. construire une paix durable, 2. protéger la population civile, 3. agir pour la sécurité climatique et 4. renforcer l'efficacité du Conseil de sécurité. Les expériences en matière de CI nourrissent les positions prises par la Suisse au Conseil de sécurité.

Des partenariats solides sont essentiels pour que la CI puisse obtenir des résultats. La Suisse entretient un vaste réseau de représentations. Elle est considérée comme un partenaire fiable et crédible dans les pays où elle est présente. Les acteurs multilatéraux tels que les banques de développement, les agences des Nations Unies et les fonds thématiques produisent un effet de levier. Les organisations non gouvernementales (ONG) suisses et locales se caractérisent par leur ancrage de terrain et leur connaissance du contexte. Les partenariats avec le secteur privé ont gagné en importance, ce qui a permis de mobiliser des fonds supplémentaires et d'innover. Des institutions scientifiques et de recherche suisses de renommée internationale contribuent à l'adoption d'approches fondées sur des données factuelles.

Dans l'environnement de travail complexe qui est celui de la CI, la mesure de l'efficacité représente un défi constant. La CI suisse s'appuie à cet égard sur des instruments éprouvés et nouveaux de collecte et d'exploitation des données. Si des mesures s'avèrent non pertinentes, elles sont adaptées ou abandonnées. Le Conseil fédéral attache une grande importance à cette question. Sur la base des recommandations de la Commission de gestion du Conseil des États (CdG-E), il a chargé en février 2024 les unités compétentes d'améliorer, dans la perspective de la prochaine période stratégique, la méthode d'évaluation de l'efficacité afin de la rendre plus probante. Les chiffres présentés dans le présent rapport couvrent la période allant de 2020 à 2022.

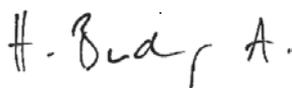
Dans un contexte en rapide mutation, la CI implique un processus d'apprentissage continu, même après de nombreuses années d'expérience. C'est pourquoi le compte rendu d'activité paraît en même temps que le message sur la stratégie de coopération internationale 2025-2028, qui tient compte de ces enseignements.

Alors que la période stratégique 2021-2024 touche à sa fin, il est possible de dresser le bilan suivant: les quatre objectifs, les critères pour le choix de l'orientation stratégique de la CI et le cadre flexible adopté ont fait leurs preuves. La CI suisse a apporté rapidement et avec agilité un soutien supplémentaire et adapté aux besoins, et a su saisir les opportunités en temps de crise. Grâce à son expertise, à son ancrage local et à son maillage international, elle a pu contribuer à la lutte mondiale contre la pauvreté et au développement durable. Des difficultés liées à la mesure objective de l'efficacité dans ces domaines demeurent; celles-ci sont traitées de manière active. Selon un sondage représentatif effectué par l'EPF de Zurich² en mars 2024, la CI suisse bénéficie d'un soutien toujours aussi important au sein de la population suisse.

Les conditions dans lesquelles évolue la CI ne sont toutefois pas devenues plus simples: le monde s'est polarisé au cours des dernières années et il est plus difficile que par le passé de parvenir à un consensus mondial. Pour conserver sa pertinence, la CI suisse doit continuer à s'affirmer dans un monde de tensions en constante mutation.



Patricia Danzi
Ambassadrice, directrice de la DDC
Département fédéral
des affaires étrangères



Helene Budliger Artieda
Secrétaire d'État, directrice du SECO
Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche



Alexandre Fasel
Secrétaire d'État du DFAE
Département fédéral
des affaires étrangères

Comment la CI suisse obtient des résultats

Selon les estimations de l'ONU, la mise en œuvre de l'Agenda 2030 à travers le monde nécessite chaque année l'équivalent de 4,5 à 6,3 billions de francs³. Pour la stratégie CI 2021-2024, la Confédération disposait d'un montant de 11,25 milliards de francs. Les partenaires CI suisses ont travaillé en complémentarité, noué des partenariats et œuvré pour des mesures fondées sur des données factuelles dans leurs projets bilatéraux et au niveau multilatéral. Le Conseil fédéral attache une grande importance à l'amélioration de la mesure de l'efficacité.

Agir en complémentarité

La DDC, le SECO et la DPDH disposent de mandats, de compétences et d'une expertise spécifiques: la DDC mène des activités de coopération au développement et coordonne l'aide humanitaire de la Confédération. Le SECO a la responsabilité de la coopération économique au développement. La DPDH promeut la paix, les droits de l'homme et la protection de l'individu.



Avant même le déclenchement de la guerre en Ukraine, la DDC s'est impliquée dans des projets en matière de gouvernance, d'éducation et de santé, le SECO a notamment œuvré pour une urbanisation durable et des PME compétitives et la DPDH s'est investie dans les domaines de la paix et de la protection dans l'est de l'Ukraine. Après le 24 février 2022, les mesures déployées ont été rapidement adaptées là où c'était nécessaire; elles contribuent, même dans la situation actuelle, à la résilience de la population civile ukrainienne, du secteur privé et du gouvernement.

Dans certains domaines, une coopération institutionnalisée existe avec d'autres services de l'administration fédérale: en matière de **migration** avec le SEM (structure interdépartementale pour la coopération migratoire internationale [structure IMZ]), sur la question du **climat** avec, entre autres, l'OFEV (Plateforme de coordination sur les problèmes de financement de la coopération multilatérale consacrée à l'environnement [PLAFICO]) et dans le domaine de la **santé** avec, entre autres, l'OFSP (politique extérieure en matière de santé).

Mesurer et renforcer l'efficacité

Des instruments nouveaux ou éprouvés permettent d'assurer un suivi systématique des projets et des programmes⁴, de les évaluer de manière sélective et de les inscrire dans une démarche fondée sur des données scientifiques probantes. Il s'agit d'un processus d'apprentissage continu, qu'il faudra encore consolider à l'avenir.

- **Collecte numérique des données:** un système uniforme de gestion des données introduit en 2023 permet pour la première fois à la DDC de voir en un coup d'œil le nombre de femmes et d'hommes

Les résultats en un coup d'œil

Dans le cadre de la stratégie 2021-2024, la CI suisse a aidé à la réalisation de quatre objectifs. Ceux-ci étaient alignés sur l'Agenda 2030 et ont contribué à la réduction de la pauvreté dans le monde, au développement durable et à la paix.

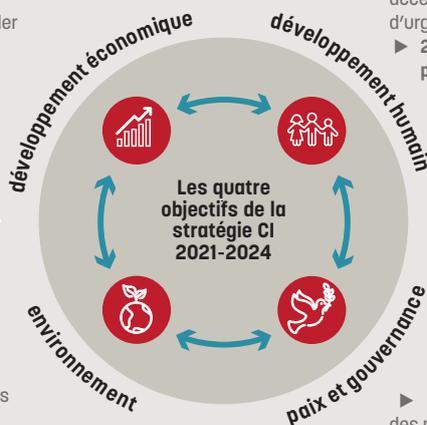
De 2020 à 2022, la CI suisse a notamment obtenu les résultats suivants:

- 1,3 million de personnes (60 % femmes) ont participé à des programmes de **formation professionnelle**.
- 492 000 personnes (72 % femmes) ont bénéficié de nouveaux **produits et services financiers**.
- 393 000 PME (56 % dirigées par femmes) ont pu accéder à des **capitaux**.

Emplois: 510 000 emplois (femmes 30 %) ont été **créés, maintenus ou améliorés** (génération de revenus plus élevés, formalisation ou conditions de travail plus décentes).

- 421 000 **petits paysans** (48 % femmes) ont pu se convertir à une **agriculture agroécologique** plus durable.
- 8,9 millions de personnes (50 % femmes) ont bénéficié d'un accès à l'**eau potable** à un prix abordable.
- 19,7 millions de personnes (50 % femmes) ont eu accès à une **énergie plus durable**.

Changements climatiques: plus de 16,2 millions de personnes (36 % femmes) ont bénéficié de mesures d'**adaptation** au changement climatique et environ 69 millions de tonnes de CO₂ ont été **évités**.



- Le Corps suisse d'aide humanitaire a effectué 660 missions dans 73 pays.
- 1,6 million d'enfants et d'adolescents (48 % femmes) ont eu accès à l'**éducation de base**, y compris dans des situations d'urgence.
- 2,1 millions de naissances ont été assistées par du personnel de santé qualifié.

Migration: plus de 454 000 personnes migrantes ou déplacées (28 % femmes) ont eu accès à des **services numériques de transfert de fonds** à un coût avantageux.

- En matière de promotion de la paix, la Suisse a accompagné en moyenne 21 **processus de paix** (notamment en Colombie et au Kosovo) chaque année et son rôle a été significatif.
- Dans 7 pays (dont le Myanmar et le Nigéria), elle a mené des **négociations de cessez-le-feu**.
- 5,4 millions de personnes (47 % femmes) ont participé à des processus de décision et à des discussions budgétaires.

État de droit: la CI suisse a soutenu 25 pays dans la **lutte contre la corruption** et a considérablement augmenté les moyens mis à disposition dans ce domaine.

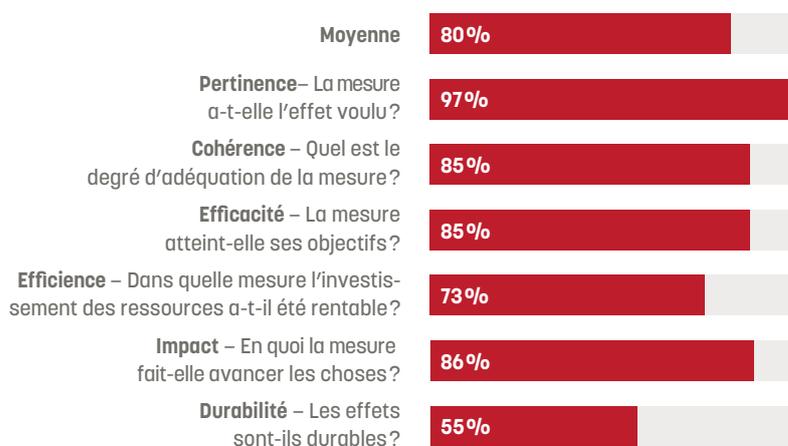
que ses projets atteignent chaque année. Cela permet un meilleur suivi, un point positif relevé par l'OCDE⁵. Le SECO analyse les risques liés à ses projets à l'aide d'un instrument numérique et suit avec vigilance les projets particulièrement risqués. La DPDH a affiné ses instruments de mesure de l'efficacité, étant entendu qu'il est difficile de mesurer l'impact d'un seul acteur dans un conflit armé.

- **Point de vue extérieur:** chaque année, les trois partenaires CI font procéder en moyenne à 130 évaluations externes de projets, de programmes pays et de portefeuilles thématiques complets. Des améliorations sont nécessaires en ce qui concerne la qualité des évaluations de projets, l'utilisation systématique de recommandations pour la planification de projets⁶ et la gestion des connaissances.

La CI évalue en outre, généralement en collaboration avec d'autres pays donateurs, l'impact des contributions qu'elle verse à des organisations multilatérales. À l'avenir, les recommandations issues des évaluations seront encore davantage intégrées dans la planification des projets.

- **Un multilatéralisme efficace:** dans le cadre du dialogue multilatéral, la Suisse œuvre notamment pour la collecte de données et l'établissement de rapports plus précis sur l'Agenda 2030. En 2022, elle a organisé le *Effective Development Cooperation Summit* avec des participants de haut niveau, lors duquel les gouvernements, les organisations donatrices, la société civile et le secteur privé ont échangé sur les moyens d'améliorer l'efficacité de la CI.

Analyse transversale des évaluations de la DDC et du SECO («taux de réussite»)



Sur la base d'une analyse des 80 à 100 évaluations externes réalisées chaque année par des experts indépendants selon les critères de l'OCDE, la DDC et le SECO calculent un taux rendant compte de l'état de mise en œuvre de leurs projets. La méthode d'évaluation a été harmonisée et améliorée en 2021. Pour la DDC et le SECO, l'évaluation transversale constitue ainsi un indicateur permettant de se prononcer sur l'efficacité du portefeuille évalué. Elle peut également mettre en évidence des points faibles, comme la durabilité insuffisante des résultats enregistrés dans 45 % des projets pris en compte. La pertinence de l'analyse transversale dépend fortement de la qualité des rapports d'évaluation. Dans un rapport, la Commission de gestion du Conseil des États (CdG-E) émet cependant des réserves à ce sujet et recommande de renoncer à l'avenir à la publication de l'analyse transversale tant qu'il n'a pas été remédié aux lacunes fondamentales qu'elle présente. Dans la perspective de la prochaine période stratégique, il conviendra d'améliorer encore la méthodologie utilisée pour la mesure de l'efficacité⁷.

Noyer des partenariats multiples

Secteurs privés local et suisse

Aperçu: en 2021, le SECO et la DDC ont lancé avec des fondations bancaires suisses l'initiative «SDG Impact Finance Initiative» (SIFI). Celle-ci doit mobiliser 100 millions de francs de sources publiques et philanthropiques d'ici à 2030, afin de générer des investissements privés à hauteur d'un milliard de francs dans les pays en développement pour l'Agenda 2030.

ONG suisses, locales et internationales

Aperçu: environ 5 % des fonds de la DDC sont alloués au programme international d'ONG suisses par le biais de contributions de base pour permettre une réponse agile aux changements contextuels. De petites ONG peuvent également poser leur candidature dans le cadre d'alliances. Afin de stimuler la concurrence, le système d'attribution a été légèrement adapté en 2023 – sur la base des recommandations d'une étude externe sur les labels de certification.⁸

Partenaires gouvernementaux bilatéraux

Aperçu: dans cinq pays africains, la DPDH conseille l'armée sur la question de la protection de sa propre population, à la demande des plus hauts dirigeants de l'État.

Organisations partenaires multilatérales

Aperçu: les banques de développement et les organisations de l'ONU jouent un rôle indispensable dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière de développement. La CI s'est donc recentrée sur l'amélioration de la gouvernance, le renforcement de la coordination, l'accroissement de l'efficacité, la mise en place d'investissements climatiques ambitieux et le respect des normes.

Instituts de recherche nationaux et internationaux

Aperçu: seuls 10,5 % de tous les projets de recherche dans le monde portent sur des questions de développement durable. C'est pourquoi la DDC et le Fonds national suisse ont lancé en 2022 SOR4D («*Solution-oriented Research for Development*»), actuellement le seul programme suisse d'encouragement de la recherche qui soit actuellement axé sur les besoins, dans ce domaine. Mené avec les pays en développement et les pays émergents, il favorise la recherche de solutions pour l'Agenda 2030.⁹

Partenaires de la CI suisse

3 www.unglobalcompact.org > UN Alliance for SDG Finance

4 La coopération économique au développement du SECO est certifiée ISO-9001 et fait l'objet d'un contrôle annuel. L'audit ISO 2023 atteste d'une gestion exemplaire de la qualité en vue d'une amélioration constante des prestations.

5 www.oecd.org > Examen à mi-parcours de la Suisse, 7 avril 2022, Berne Depuis 2020, la DDC enregistre les résultats quantitatifs de ses projets de manière numérique et standardisée. Pour ce faire, il a d'abord fallu développer une conception méthodologique commune au cours des trois premières années. Les expériences recueillies ont été prises en compte dans l'élaboration d'un nouveau système informatique, qui a considérablement amélioré la collecte de données.

6 Un comité d'évaluation externe soutient le SECO dans la mise en œuvre des recommandations provenant d'évaluations indépendantes.

7 www.parlament.ch > Mesure de l'efficacité dans la coopération internationale.

Rapport de la Commission de gestion du Conseil des États du 14 novembre 2023.

8 La DDC attribue en outre des mandats à des ONG suisses pour la mise en œuvre des activités qu'elle lance, et verse des contributions ciblées à des ONG suisses ou étrangères dans le cadre des priorités de la stratégie CI. Voir aussi: www.parlament.ch > Collaboration avec les ONG suisses: valeur ajoutée, bases légales applicables et liste des contributions et des mandats pour la période 2017-2020. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 20.4389 Schneider-Schneiter du 2 décembre 2020

9 www.sciencesnaturelles.ch > Unleashing Science. Delivering Missions for Sustainability 5

Pays prioritaires de la CI

Effort complémentaire en faveur de l'Ukraine

La DDC, le SECO et la DPDH ont rapidement adapté leurs actions aux nouveaux besoins enregistrés en Ukraine, pays prioritaire commun, après l'éclatement de la guerre (cf. p. 9).

Processus de paix en Colombie

Lors des négociations qui ont repris en 2022 entre le gouvernement et l'ELN, le plus grand groupe de guérilla du pays, la DPDH a exercé la première présidence des États accompagnateurs; elle joue ainsi un rôle notable dans les processus de paix qu'elle accompagne depuis des années.

Documents d'identité permettant d'accéder aux services de base au Mali

Les autorités locales ont pu délivrer, avec le soutien de la DDC, des documents d'identité pour plus de 4,1 millions d'enfants et d'adultes qui n'étaient pas encore enregistrés. Cela permet aux détenteurs de faire valoir certains droits (éducation, santé, propriété, etc.).

- Pays prioritaire de la DDC
- ▨ Désengagement de la DDC d'ici à 2024
- Pays prioritaire du SECO
- ▨ Pays prioritaire commun DDC/SECO
- Pays avec conseiller(ère) en sécurité humaine DPDH (état au 1.1.2024)
- ★ Pays avec programme humanitaire

Aide en cas de catastrophe en Turquie et en Syrie

La Chaîne suisse de sauvetage envoyée sur place après le tremblement de terre de février 2023 a retiré onze personnes vivantes des décombres. La DDC a ensuite poursuivi son action en apportant une aide d'urgence.

Exportations bio du Vietnam

Au Vietnam, douze entreprises exportant des produits certifiés tels que des épices ou des fruits à coque ont amélioré, avec l'aide du SECO, leurs conditions de travail et le revenu de plus de 10 000 personnes (dont 60 % de femmes).

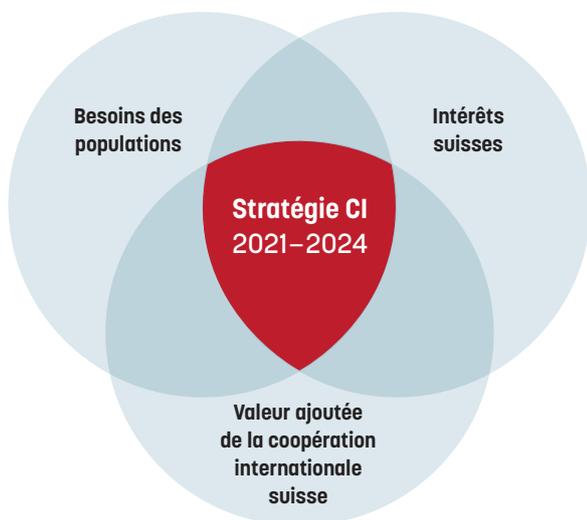
Recentrage stratégique et géographique

La stratégie CI 2021-2024 a, pour la première fois, défini explicitement des critères permettant d'avoir le plus d'impact, et s'est recentrée géographiquement.

Critères d'orientation stratégique

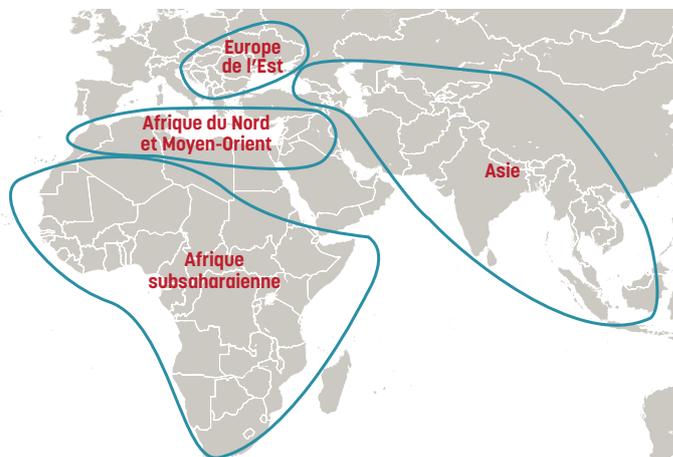
Pour avoir le plus d'impact, la DDC, le SECO et la DPDH s'engagent dans les contextes,

- dans lesquels il existe des besoins humanitaires importants ou des défis en matière de lutte contre la pauvreté et de développement durable, ainsi que des possibilités limitées pour les acteurs locaux d'y faire face avec leurs propres ressources (besoins);
- dans lesquels la coopération est conforme à l'intérêt à long terme de la Suisse en matière de politique (économique) extérieure ou dans lesquels il existe des relations bilatérales particulières (intérêts suisses);
- dans lesquels la Suisse dispose, par rapport à d'autres pays, de compétences et d'une expertise spécifiques ainsi que d'un accès privilégié aux acteurs locaux (valeur ajoutée).



Recentrage géographique sur quatre régions prioritaires

Depuis 2021, la coopération bilatérale au développement s'est encore davantage concentrée sur des contextes particulièrement pauvres, vulnérables et fragiles dans quatre régions prioritaires¹⁰: l'Afrique subsaharienne, l'Asie centrale, du Sud et du Sud-Est, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, ainsi que l'Europe de l'Est. La mission globale de la CI en matière d'aide humanitaire, de coopération thématique et de protection des droits de l'homme a été maintenue. Le SECO reste présent dans 13 pays prioritaires (dont deux se trouvent en Amérique latine) qui sont également importants au regard de la politique économique extérieure. La DPDH poursuit ses programmes de promotion de la paix dans 20 contextes prioritaires, où elle peut apporter, par son expertise, la plus grande valeur ajoutée à la prévention ou au règlement d'un conflit armé.



Clôture de programmes en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Mongolie

Sur la base d'une planification responsable, la DDC mettra un terme d'ici à fin 2024 à sa coopération bilatérale au développement en Amérique latine, aux Caraïbes et en Asie de l'Est. Concrètement, cela concerne les programmes menés au Honduras, au Nicaragua, en Bolivie, à Cuba, en Haïti et en Mongolie. La Suisse reste présente dans ces pays avec d'autres instruments de la politique étrangère et de la politique économique extérieure.

Depuis le début du millénaire, les pays partenaires d'Amérique latine et des Caraïbes – à l'exception d'Haïti, où la DDC restera engagée au-delà de 2024 avec un programme humanitaire – ont réussi à réduire l'extrême pauvreté et à offrir à la population des services de base plus inclusifs. En Asie, la Mongolie a multiplié par plus de huit son produit intérieur brut par habitant entre 2001 et 2021¹¹, reste démocratiquement stable et réunit les conditions nécessaires pour poursuivre le développement de projets de manière autonome. La DDC a contribué à ce succès. Elle a trouvé des solutions pour la clôture ou le transfert des projets à des organisations locales, étrangères ou multilatérales.

C'est la première fois que la DDC a mené un processus de désengagement d'une telle ampleur. Celui-ci a été accompagné d'un processus de capitalisation, qui a donné lieu à une compilation analytique des priorités, des résultats et des enseignements de plus de 50 ans de présence en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que des recommandations issues de cette expérience. Ce processus a révélé l'importance que revêtent l'orientation à long terme des partenariats et des programmes, la conjugaison des résultats locaux et du dialogue politique national ainsi que la flexibilité de la planification.



¹⁰ La concentration des moyens sur un nombre réduit de pays prioritaires est en outre conforme à la recommandation de l'OCDE de 2009 (www.oecd.org > Suisse (2009) Examen du CAD par les pairs: Principales conclusions et recommandations du CAD)

¹¹ Le produit intérieur brut par habitant (prix actuels) de la Mongolie est passé de 521 dollars (2001) à 4483 dollars (2021) (www.elibrary.imf.org > Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2023)

Pandémie de COVID-19, guerre en Ukraine et escalade au Moyen-Orient: les crises et les conflits ont mis la CI à l'épreuve

Les activités de CI s'exercent souvent dans des conditions difficiles et un contexte volatile. Au cours de cette période stratégique également, des bouleversements politiques (p. ex. en Afghanistan, Soudan et Myanmar, et au Mali, Burkina Faso et Niger) ont conduit à d'importants changements contextuels. La pandémie de COVID-19, les catastrophes naturelles, la guerre en Ukraine et l'escalade du conflit au Proche-Orient ont confronté les partenaires CI à de nouvelles crises, qui ont nécessité d'adapter d'innombrables projets. Les transferts de crédits de la coopération au développement à long terme vers l'aide humanitaire ainsi que les crédits supplémentaires approuvés par le Parlement¹² ont permis à la DDC, au SECO et à la DPDH de répondre rapidement et de manière appropriée à ces crises¹³.

Adaptation de projets existants ●●●

Mise au point de **solutions individuelles** pour des centaines de projets afin d'en permettre la poursuite malgré la pandémie

Fourniture d'une aide d'urgence ●

Organisation de 14 livraisons de matériel médical à des hôpitaux en Asie

Cofinancement d'initiatives mondiales en matière de santé ●

Soutien à l'égalité d'accès aux vaccins, aux diagnostics et aux thérapies par le biais du mécanisme COVAX-AMC



Pandémie de COVID-19
400 millions de francs, dont 225 millions de francs de fonds supplémentaires (2021-fin 2023)



Renforcement de la paix et des droits de l'homme ●

Réduction des effets négatifs de la pandémie sur la paix et les droits de l'homme (p. ex. fourniture de masques à des personnes déplacées et réfugiées)

Soutien aux partenaires multilatéraux ●●●

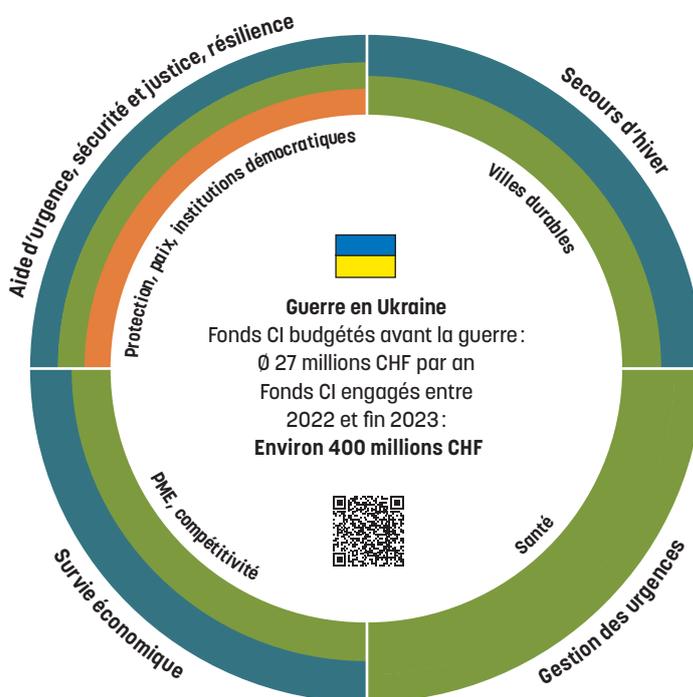
Participation, en tant que dixième plus grand donateur (725 millions CHF) à la reconstitution du fonds IDA du Groupe de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, reconstitution effectuée de manière anticipée dans le cadre de la pandémie

Investissement de fonds dans les PME ●

Aide fournie aux fabricants africains de vaccins COVID-19 par l'intermédiaire de la société financière de développement de la Confédération (SIFEM) pour leur permettre d'améliorer leur production

- ▶ Livraison de 1200 tonnes de matériel de secours; envoi sur place de plus de 70 membres du CSA
- ▶ Appui aux autorités dans la recherche de personnes disparues (y c. des enfants), identification et rapatriement des dépouilles mortelles; sollicitation de la Cour pénale internationale pour qu'elle ouvre des enquêtes
- ▶ Définition du déminage humanitaire en tant que priorité
- ▶ Réorientation de la plateforme de décentralisation (services numériques, alertes d'urgence, etc.)

- ▶ Aide aux PME lors de leur déménagement dans des régions sûres du pays
- ▶ Augmentation des exportations de l'agriculture biologique
- ▶ Soutien apporté à des entreprises informatiques exportatrices, par le biais d'une contribution du SIFEM à des fonds ukrainiens



- ▶ Fourniture de chauffages et de générateurs; réhabilitation de l'infrastructure énergétique et des bâtiments
- ▶ Soutien aux autorités pour le maintien des fonctions non militaires et l'accueil de réfugiés
- ▶ Soutien de la formation continue CAS en matière de reconstruction dispensée aux réfugiés à la Haute école spécialisée de Berne

- ▶ Projet en matière de santé axé sur le traitement des traumatismes
- ▶ Acheminement en Ukraine des ambulances offertes



Avec les «Principes de Lugano», la Suisse a lancé le débat international sur une reconstruction inclusive. Les modalités et le financement de celle-ci font l'objet de discussions.

12 Dont ressources supplémentaires pour la lutte globale contre la pandémie durant la période sous revue (2021 à fin 2023): 225 millions de francs en faveur de la CI; 215 millions de francs pour des livraisons de matériel et des dons de doses de vaccin d'autres offices fédéraux. En 2020, première année de la pandémie: 105 millions de francs en faveur de la CI; prêt sans intérêts de 200 millions de francs au CICR; 25 millions de francs en faveur d'autres offices fédéraux.
Dont ressources supplémentaires pour soutenir l'Ukraine 2021-fin 2023: 220 millions de francs
Fonds supplémentaires pour l'aide humanitaire en Afghanistan 2021: 23 millions de francs

13 En réaction à l'escalade du conflit au Proche-Orient, le Parlement a approuvé en novembre 2023 des moyens supplémentaires à hauteur de 86 millions de francs pour l'aide humanitaire dans la région. Le présent rapport tient compte des développements intervenus jusqu'à fin 2023. La réponse de la Suisse aux développements en cours au Proche-Orient n'y figure donc pas encore. Elle sera intégrée au compte rendu d'activité de la prochaine période stratégique.

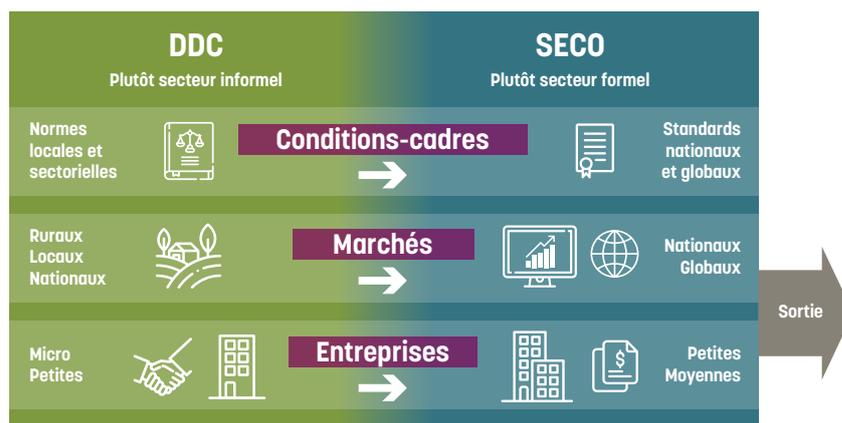


Contribution à une croissance économique durable

La CI suisse a aidé les pays partenaires à surmonter les crises et à parvenir à une croissance économique durable. À cet effet, elle a encouragé l'instauration d'un cadre économique fiable et soutenu des initiatives innovantes du secteur privé. Les PME ont donc pu se développer malgré les crises et s'intégrer à des conditions équitables dans les chaînes de valeur locales et mondiales. Le secteur privé a ainsi été renforcé dans les pays partenaires et des emplois décents ont été créés ou maintenus.

La CI suisse améliore l'environnement économique et commercial dans les pays partenaires. Le SECO et la DDC poursuivent à cet égard des mandats complémentaires :

que des comptes d'épargne, des petits crédits et des microcrédits, des assurances et du savoir-faire économique. Dans le cadre du partenariat public-privé « Swiss Capacity Building Facility », la CI suisse a atteint



Dans les pays prioritaires, le SECO a renforcé les **finances publiques** et les **services publics**. Il a également aidé ces pays à surmonter les effets de la pandémie de COVID-19. Cela leur a par exemple permis de mieux adapter leur planification des recettes et des dépenses à l'évolution de la situation et d'effectuer les réformes nécessaires. Grâce à la collaboration du SECO avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, les pays partenaires ont en outre pu améliorer leur gestion de la dette.

52 000 membres du personnel des administrations financières et des services d'audit ont été formés à la gestion financière et à la gestion des crises.

3,8 milliards de dollars de recettes fiscales supplémentaires ont été générés dans les pays partenaires.

Plus de 870 communes dans 19 pays partenaires ont bénéficié d'un soutien à la mobilisation de ressources fiscales.

Pour se développer, les PME ont besoin d'un **environnement favorable** à leurs activités. Or, il leur est souvent particulièrement difficile d'accéder à des capitaux. C'est pourquoi le SECO a, par exemple, soutenu des réformes juridiques et réglementaires visant à faciliter l'octroi de crédits aux PME par les établissements financiers. Il a en outre encouragé la suppression des obstacles bureaucratiques et renforcé la responsabilité individuelle et la mise en réseau des entreprises. La DDC a permis aux femmes, aux ménages à faible revenu et aux petites exploitations paysannes d'accéder à des **services financiers** tels

3,4 millions de personnes depuis 2011, avec le soutien de prestataires de services suisses qui adaptent les produits et les services aux besoins locaux¹⁴.

Plus de 393 000 PME ont pu accéder à des capitaux.

12,1 millions de dollars ont été économisés grâce à la suppression des obstacles bureaucratiques pour les PME.

Près d'un demi-million de personnes (dont 72 % de femmes) ont bénéficié d'un accès à des produits financiers et à des services numériques.

Selon la Banque mondiale¹⁵, le **commerce** a aidé les pays en développement et les pays émergents à se remettre plus rapidement des effets de la pandémie de COVID-19. Avec le soutien du SECO, les PME ont pu s'adapter aux nouvelles conditions et diversifier leur production. Le SECO a en outre appuyé les autorités dans la négociation d'accords commerciaux, dans la mise en place d'une administration douanière plus efficace et dans la protection de la propriété intellectuelle. Entre 2021 et 2023, certains pays prioritaires ont ainsi élaboré de meilleures stratégies et lois dans le domaine de la propriété intellectuelle pour favoriser l'innovation et la créativité¹⁶.

Plus de 447 000 personnes ont été formées à la fourniture de produits et de services durables.

Plus de 74,6 milliards de dollars ont été générés par les PME et les associations de producteurs grâce au commerce durable.

¹⁴ Parmi les bénéficiaires, 64 % étaient des femmes et 53 % vivaient en milieu rural (www.scbf.ch > 2022 Annual Report. Resilience on the African Continent)

¹⁵ www.live.banquemondiale.org > Le commerce à la rescousse; www.banquemondiale.org > Commerce extérieur: vue d'ensemble

¹⁶ Une évaluation a confirmé en 2023 la qualité et la pertinence du transfert de savoir-faire de la Suisse et la flexibilité du programme pendant la pandémie (GPIPR External Mid-Term Evaluation [inédit])

¹⁷ www.swissep.org > Impact Data

¹⁸ www.aramis.admin.ch > Independent Evaluation of SDC's Performance in Market System Development in Agriculture 2013-2019. On entend ici par système de marché l'offre, la demande, le cadre légal et la répartition des tâches entre le secteur privé, l'État et la société civile. L'objectif est de supprimer les obstacles que rencontrent les groupes défavorisés pour accéder au marché.



Afin que les pays partenaires puissent mieux exploiter le potentiel de l'urbanisation croissante, le SECO a encouragé le **développement durable des infrastructures et espaces urbains**, par exemple en Tunisie. Plusieurs villes de ces pays disposent maintenant d'un éclairage public efficace sur le plan énergétique et de bâtiments administratifs équipés d'installations photovoltaïques. En Afrique et en Asie, des villes ont modernisé leurs réseaux de transport et leurs installations publiques, et amélioré leur résilience face aux effets du changement climatique, par exemple dans le delta du Mékong, souvent frappé par des inondations. Le SECO a étroitement coopéré, à cet effet, avec des banques de développement multilatérales, telles que la Banque interaméricaine de développement (BID) et avec des universités suisses, par exemple l'EPF de Zurich. Il a amélioré les techniques et les méthodes de gestion mises en œuvre dans les entreprises publiques de gestion des déchets et d'approvisionnement en eau et en énergie. Les services qu'elles fournissent sont maintenant plus fiables et plus efficaces.

L'objectif d'un développement urbain durable a été atteint pour plus de 12 millions de personnes dans 237 villes. ●

Plus de 29,3 millions de personnes ont pu bénéficier d'un accès à de meilleurs services publics, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en eau et en énergie ainsi que la gestion des déchets. ●

Plus de 3,3 milliards de dollars de fonds publics ont été mobilisés pour des projets d'infrastructures. ●

Encouragement des initiatives innovantes du secteur privé

Les **start-up**, avec leurs idées innovantes, sont particulièrement importantes pour le développement économique. Du fait de la pandémie de COVID-19 et d'autres crises, elles ont pâti de l'interruption des chaînes de valeur, de l'inflation et de l'incertitude croissante du marché. La plupart des jeunes entreprises soutenues par le SECO ont toutefois poursuivi leurs activités malgré les crises. Dans le cadre du « Swiss Entrepreneurship Programm », plus de 8000 PME ont bénéficié d'un soutien, notamment d'un mentorat et de l'accès à des capitaux d'un montant total de 247 millions de francs¹⁷.

Début 2023, la DDC a lancé en Égypte, avec l'association suisse Remotecoders, une **initiative innovante** du secteur privé, qui a amélioré les perspectives professionnelles des jeunes, des femmes et des personnes déplacées. Après avoir appris à programmer grâce à des cours en ligne de l'EPFL, les bénéficiaires de cette formation ont pu être placés dans des entreprises européennes en mal de personnel qualifié, pour lesquelles ils travaillent aujourd'hui à distance depuis l'Égypte.



Dans la région MENA et en Asie centrale, le SECO a encouragé le secteur du textile et de l'habillement. Les personnes à faible niveau de formation ont ainsi eu de meilleures chances d'accéder à un emploi. La pandémie de COVID-19 a toutefois fait chuter la demande de vêtements. Les entreprises qui bénéficiaient d'un soutien se sont alors reconverties pour produire des textiles médicaux. Elles ont en outre commencé à appliquer des normes sociales et environnementales et à numériser des secteurs importants. Elles ont ainsi été mieux à même de répondre à la

Exemple de défi : changement de priorités décidé par les pays partenaires

Il manque souvent aux gouvernements le savoir-faire nécessaire pour fournir des services financiers conformes aux normes internationales. Au **Kirghizistan**, le SECO a donc aidé des institutions publiques, notamment la Banque nationale, à rendre leurs **services** plus efficaces et **plus transparents**. Lorsque celle-ci a nationalisé une banque commerciale d'importance non systémique qui avait fait faillite, au lieu de la dissoudre, le SECO a interrompu sa collaboration avec elle.

demande, notamment de textiles durables, lorsque celle-ci est repartie à la hausse après la pandémie. Cela a permis de préserver des emplois.

Le SECO et la DDC ont renforcé **l'économie locale** et le **secteur des exportations**. Sur des îles du Bangladesh isolées géographiquement et économiquement (« chars »), la DDC, en collaboration avec le gouvernement, a permis aux femmes d'accéder à des services agricoles et financiers ainsi qu'à des connaissances techniques. Leurs revenus et leur statut social se sont ainsi améliorés. Ce projet et d'autres ont assuré de meilleures conditions de vie à 140 000 habitants des « chars ». La Plateforme suisse du cacao durable (SWISSCO) est une initiative que le SECO a lancée avec le secteur privé, la société civile et le monde de la recherche et qui réunit tous les acteurs d'une chaîne de valeur. Les projets de SWISSCO ont atteint entre-temps 100 000 personnes travaillant dans la culture cacaoyère. Entre 2017 et 2022, la part des importations suisses de cacao durable est ainsi passée de 55 à 75 %.



Malgré la guerre d'agression russe, le gouvernement ukrainien a continué à développer la production agricole et laitière bio dans le sillage du Pacte vert de l'Union européenne. Le SECO a aidé l'Ukraine à adapter sa législation aux règles de l'UE, à renforcer les acteurs privés et publics dans les secteurs de l'agriculture biologique et de l'industrie laitière et à développer le commerce de produits bio. En 2022, les exportations de produits laitiers, d'un montant de 210 millions de dollars, ont ainsi été les plus importantes de ces dernières années, tandis que les exportations de produits bio vers l'UE et la Suisse, d'un volume de 225 000 tonnes ont été de 13 % supérieures à celles de 2021.



Les **investissements d'impact** sont des investissements commerciaux qui ont un impact positif mesurable sur l'environnement et la société. La Suisse est à la pointe en matière d'investissements d'impact : un tiers d'entre eux sont réalisés sur son territoire. Les fonds publics et philanthropiques peuvent être utilisés pour générer des investissements privés et mobiliser des ressources financières qui, autrement, ne seraient pas dirigées vers les pays en développement. En 2021, le SECO et la DDC ont donc lancé l'initiative « SDG Impact Finance Initiative » (SIFI) (voir p. 5). Par le biais du « Meloy Fund », le SECO a en outre encouragé l'élevage durable de crevettes en Indonésie, secteur dont la productivité a pu être augmentée d'environ 10 %. À travers des partenariats avec des entreprises sociales et des fonds cofinancés destinés aux PME, la DDC a également aidé le secteur privé à contribuer à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans les pays les moins développés.



Point de vue extérieur

Une évaluation indépendante sur le développement de **systèmes de marché**¹⁸ a délivré un satisfecit à la DDC. Grâce à son maillage international et aux actions menées dans plus de 40 pays, elle a joué un **rôle de premier plan** dans ce domaine. Dans la région des Grands Lacs, un projet a bénéficié directement à plus de 311 000 personnes et indirectement à 700 000 personnes. En Bolivie, le revenu des ménages participants a augmenté de 72 %. Cependant, l'analyse a aussi montré que les projets de développement de systèmes de marché contribuent encore trop peu à la réduction de la pauvreté.



Création d'emplois décents et de perspectives professionnelles

Les PME créent 70 % des emplois dans le monde et contribuent de manière décisive à une croissance économique durable¹⁹. Pour réussir sur le plan commercial et créer des emplois décents, les PME ont besoin de capitaux et de personnel qualifié, ainsi que du savoir-faire nécessaire pour créer de bonnes conditions de travail et augmenter leur productivité.

En collaboration avec l'Organisation internationale du travail (OIT), le SECO a aidé les PME des pays en développement à améliorer leurs conditions de travail et à produire de manière plus efficace. Ces progrès ont bénéficié à 1,1 million de travailleurs. À la suite de la guerre en Ukraine, le SECO a décidé de mettre en place une coopération supplémentaire avec l'OIT en Europe de l'Est. En République de Moldova, il soutient ainsi depuis fin 2022 le gouvernement et les partenaires sociaux pour créer un cadre plus favorable au développement du marché du travail.



Pendant la pandémie, les PME, notamment celles du secteur textile, ont bénéficié d'une formation sur les questions de sécurité et de santé, assurée dans le cadre de programmes de l'OIT. Parmi les entreprises bénéficiaires, 35 % ont ainsi pu augmenter les salaires et 44 % réduire les accidents du travail. Afin de préserver de la faillite les microentreprises et les PME et de maintenir les emplois, la DDC a lancé au Népal un fonds destiné à l'octroi de crédits COVID sans intérêts et à la fourniture d'une assistance technique. Au bout d'un an, tous les crédits ont été remboursés dans les délais et les banques ont commencé à proposer, dans leur offre standard, certains services aux PME.



Durant la période sous revue, le SIFEM, la société financière de développement de la Confédération créée en 2011 par le SECO, a soutenu les PME des pays en développement par des investissements anticycliques afin qu'elles puissent poursuivre leur essor malgré les crises²⁰. Pendant la seule année 2022, le SIFEM a créé et maintenu plus de 14 500 emplois. Grâce à un nouvel instrument de garantie de la DDC, le SIFEM investit également davantage dans les pays les moins développés depuis 2021 et renforce le secteur privé local.

SECO: 182 000 emplois ont été créés et 65 000 emplois ont été maintenus. ●

DDC: 263 000 personnes (dont 52 % de femmes) ont bénéficié d'un soutien pour pouvoir accéder à un nouvel ou à un meilleur emploi. ●

Dans les pays partenaires de la CI, les entreprises manquent souvent de personnel qualifié, faute d'une formation de base et spécialisée adéquate. L'évolution rapide des technologies va de pair avec une augmentation de la demande de qualifications professionnelles. Les partenaires

Exemple de défi : mesure de l'efficacité de projets de promotion de l'emploi

Il est souvent difficile de mesurer le nombre d'emplois découlant directement d'un projet. Cela s'explique par le fait qu'en règle générale, les projets ne créent, ne maintiennent ou n'améliorent pas directement des emplois, mais aident des personnes ou des entreprises à le faire. Afin de pouvoir malgré tout émettre des déclarations fiables dans ce domaine, des méthodes d'évaluation sont développées en permanence avec les partenaires de projet.

¹⁹ www.labordoc.ilo.org > Le pouvoir des petits : libérer le potentiel des PME

²⁰ Depuis 2022, la gestion du SIFEM est assurée, non plus seulement par le SECO, mais aussi par l'Administration fédérale des finances (AFF) (modèle de gestion dual).

CI suivent une approche complémentaire en matière de **formation professionnelle** : le SECO promeut des cursus destinés aux personnes disposant déjà d'une formation professionnelle ou universitaire, tandis que la DDC agit à l'interface entre, d'une part, la formation de base et la formation professionnelle et, d'autre part, l'intégration dans le marché du travail. En étroite concertation avec les gouvernements, les établissements d'enseignement et le secteur privé, la DDC soutient l'ancrage national de ces filières de formation. Au Népal, elle s'est appuyée sur le programme de fédéralisation, en soutenant les instances nationales, régionales et communales dans la définition de leurs rôles respectifs et dans le développement des connaissances et des capacités. Les programmes ont notamment porté sur des branches d'avenir – qu'il s'agisse d'emplois liés au climat en Asie du Sud ou du secteur touristique naissant en Ouzbékistan. En réponse au conflit interne et au taux de chômage élevé des jeunes, la DDC a renforcé, au Nicaragua, les contacts avec les entreprises privées et s'est concentrée sur l'acquisition par les jeunes d'aptitudes entrepreneuriales en vue de l'exercice d'une activité professionnelle indépendante. Dans la région MENA, en Afrique subsaharienne et en Asie, le SECO a encouragé l'accès des jeunes à des formations professionnelles techniques, par exemple en ingénierie, qui sont particulièrement recherchées par les employeurs.

1,3 million de personnes (dont 60 % de femmes) ont bénéficié d'un accès à une formation professionnelle initiale ou continue. ● ●



« Grâce à ma formation au Bantaeng College Indonesia, j'ai trouvé un emploi passionnant et bien rémunéré dans l'industrie, qui correspond à mes qualifications. »

Point de vue extérieur

Depuis 2002, le SECO soutient le « Private Infrastructure Development Group » (PIDG). En 2022, le PIDG a évalué²¹ trois projets au Vietnam, qui avaient mobilisé plus d'un milliard de dollars d'investissements et créé quelque 23 000 emplois. Plus de 4,1 millions de personnes ont bénéficié d'un accès à de meilleures infrastructures. Par ailleurs, grâce à la grande centrale solaire de Ninh Thuan, la part de l'énergie solaire dans le mix électrique a augmenté au Vietnam.

²¹ www.seco-cooperation.admin.ch > PIDG Vietnam Evaluation 2022



Contribution à la transformation des systèmes alimentaires

L'accès à une alimentation abordable est non seulement un droit de l'homme, mais aussi une condition préalable à une vie saine. Les systèmes alimentaires durables jouent un rôle essentiel à cet égard. Ils résistent mieux aux chocs, préservent les ressources naturelles et maintiennent la biodiversité. En influençant les normes mondiales en faveur des petites exploitations agricoles, en soutenant les pratiques agroécologiques ou en mettant en place des chaînes de valeur durables du champ à l'assiette, la CI suisse a contribué à la transformation des systèmes alimentaires.

L'environnement, la biodiversité et la production alimentaire sont indissociables. L'agriculture est pratiquée sur 38 % de la superficie totale du globe²². En raison du changement climatique, les conditions météorologiques extrêmes, les catastrophes naturelles et les maladies se multiplient et contribuent à une insécurité alimentaire croissante dans de nombreux contextes. Les femmes représentent la grande majorité des travailleurs agricoles, mais sont partiellement exclues de la propriété foncière. Des systèmes alimentaires plus durables, plus résilients et plus inclusifs contribuent également à la réalisation d'autres objectifs de développement durable.

Dialogues multipartites organisés dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

En septembre 2021, l'avenir de l'alimentation mondiale a été évoqué lors d'un sommet de l'ONU à New York. La Suisse a participé à ce sommet et organisé plusieurs manifestations préparatoires auxquelles les villes, les organisations paysannes, la société civile, le monde de la recherche et le secteur privé ont été associés. Une position suisse commune a ainsi été négociée à la faveur d'un processus inclusif. Lors du sommet, la Suisse et 100 autres États se sont engagés à élaborer des feuilles de route pour des systèmes alimentaires plus durables. La DDC contribue à faire avancer leur mise en œuvre en nouant des partenariats ciblés avec le monde de la recherche, les ONG, les gouvernements et le secteur privé.

Redécouverte des semences traditionnelles

La préservation de la biodiversité est essentielle pour assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires saines. Dans le même temps, 60 % de la perte de biodiversité est directement liée à la production alimentaire²³. Depuis 2021, la DDC soutient un projet en Tanzanie, au Tchad, au Niger et en Inde qui encourage la réintroduction de variétés de céréales, de légumes et de légumineuses oubliées. Ces dernières s'adaptant mieux au changement climatique, les pertes de récoltes sont moins importantes et les petits paysans bénéficient d'une plus grande

Exemple de défi : la sécurité alimentaire dans les contextes fragiles

La conjonction du changement climatique, des conflits, de la pandémie de COVID-19 et de la répartition inégale de la nourriture a entraîné une **augmentation de la faim dans le monde**²⁴. En Afghanistan, par exemple, la DDC a donc fait de la **sécurité alimentaire** l'une de ses priorités. Le programme avait prévu un échange entre les partenaires de la DDC et le ministère de l'agriculture. Depuis la prise du pouvoir par les talibans en août 2021, les partenaires de la DDC ont cessé toute collaboration avec le gouvernement de facto. La situation alimentaire s'étant encore fortement dégradée depuis lors, la DDC continue à soutenir la population – et spécialement les femmes – par l'intermédiaire d'organisations multilatérales ou d'ONG. Les contextes fragiles posent des défis spécifiques et vont de pair avec une évolution rapide des conditions-cadres. Il est donc indispensable de faire preuve d'agilité.

sécurité alimentaire. La valeur nutritive plus élevée de ces variétés incite les consommateurs à opter pour elles. Au niveau politique, le projet a suscité des discussions sur le droit de reproduire ses propres semences – par exemple, en octobre 2022, dans le cadre du Comité mondial de l'alimentation – et est susceptible d'avoir une influence positive sur les réglementations à différents niveaux.

Élevage durable et essor du secteur maraîcher en Mongolie

«Or vert» : le nom du projet fait allusion à l'importance du pastoralisme en Mongolie, qui est cependant menacé par la désertification de la steppe due au surpâturage. Jusqu'à la clôture du projet en 2021, la DDC a pu, en collaboration avec 92 000 familles de nomades, les autorités et d'autres partenaires, établir des plans d'utilisation durable pour une surface de 20 millions d'hectares, encourager l'adoption de normes en matière de santé animale et mettre en place un système numérique de commercialisation. Afin de réduire la dépendance du pays aux importations et de diversifier l'alimentation de ses habitants, elle a également encouragé les petites exploitations agricoles, souvent dirigées par des femmes, à cultiver des variétés de légumes adaptées à la rigueur du climat. Quinze ans après le lancement du projet, la Mongolie a atteint un taux d'autosuffisance de 100 % pour les pommes de terre et de 70 % pour les légumes.



Point de vue extérieur

La DDC a fait évaluer une initiative de l'Union africaine (UA) visant à promouvoir une **agriculture biologique** en **Afrique subsaharienne**²⁵. Selon l'étude réalisée, l'adhésion politique nécessaire est assurée car ce projet bénéficie de l'aval de responsables de haut rang de l'UA, et certains États membres de cette organisation ont commencé officiellement à soutenir l'agriculture biologique. Cependant, dans de nombreux pays de la région, le soutien à l'agriculture, lorsqu'il existe, reste fortement axé sur les subventions pour les engrais chimiques et les pesticides. Une conversion à grande échelle à l'agriculture biologique nécessiterait de ce fait l'aide de gros donateurs tels que les banques de développement internationales.

22 www.fao.org, Seite «Land use in agriculture by the numbers»

23 www.un.org, Seite «Global Summit Dialogue on nature positive food systems highlights food systems impact on the environment»

24 En 2022, 735 millions de personnes ont souffert de la faim – soit 18 % de plus qu'en 2019 (www.fao.org > L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023).

25 www.aramis.admin.ch > Evaluation of SDC's Performance in Mainstreaming Ecological Organic Agriculture (EOA) into Agricultural Systems in Africa 2019-2023.



Promotion de l'utilisation durable des ressources

Les effets du changement climatique et l'utilisation non durable des ressources représentent un défi majeur pour les pays partenaires. La Suisse dispose d'expériences et d'approches précieuses en matière de gestion de l'environnement, qui font d'elle un partenaire crédible.

La capacité d'adaptation au changement climatique et l'utilisation durable des ressources déterminent quelles régions seront encore habitables à l'avenir et quels secteurs économiques survivront. La DDC et le SECO ont œuvré en faveur de pratiques durables dans les pays partenaires – dont beaucoup se trouvent dans des zones de pénurie d'eau aiguë ou de conflits d'usage latents. La Suisse s'est aussi mobilisée pour cette cause dans le cadre de la coopération multilatérale. Les groupes de population marginalisés sont également associés à ces pratiques.



Renforcer la participation des femmes et des minorités aux décisions relatives à l'utilisation de l'eau

Dans de nombreux contextes, les femmes sont les principales utilisatrices de l'eau et sont donc touchées de façon disproportionnée par la pollution ou la pénurie de cette ressource. Dans le cadre d'un grand projet mené par Oxfam dans la région du Mékong, la DDC a aidé des communautés ethniques locales, souvent marginalisées, à participer aux processus de décision en matière de gestion de l'eau. Depuis 2020, plus de 25 000 personnes (dont la moitié de femmes) ont déjà pu améliorer leurs capacités de leadership, leurs connaissances et leur réseau, ce qui leur a permis de s'impliquer plus efficacement dans les processus de consultation et le dialogue politique. Les autorités locales et les entreprises privées ont également été sensibilisées aux questions d'égalité des genres dans l'utilisation de l'eau. La DDC et le SECO ont soutenu, dans différents domaines thématiques, le Partenariat mondial pour la sécurité hydrique et l'assainissement (GWSP), en leur qualité de donateurs importants (troisième rang) et de membres de son conseil d'administration. Géré par la Banque mondiale, ce fonds fiduciaire a œuvré pour la durabilité et la résilience du secteur de l'eau et pour la sécurité d'approvisionnement en eau dans le monde. Il a tenu compte des disparités entre les hommes et les femmes et intégré dans ses projets des mesures appropriées. Fin 2022, il avait atteint 18 millions de personnes, dont 48 % de femmes.

Prévenir les incendies de forêt grâce à une gestion paysagère transnationale

En raison du changement climatique et de certaines pratiques non durables en matière d'utilisation des terres, les Balkans occidentaux sont frappés par des incendies de forêt de plus en plus fréquents, que les structures nationales et régionales existantes permettent difficilement de combattre. C'est pourquoi la DDC a lancé, avec six pays de la région,

un projet de lutte contre les incendies misant sur une gestion paysagère globale. Ce projet, qui a intégré le savoir-faire suisse dans l'élaboration de propositions de solutions concrètes, a soutenu la coopération entre les ministères compétents et les groupes d'intérêt concernés ainsi que le développement de lignes directrices politiques et de capacités techniques au niveau régional. Il est apparu que les États étaient prêts à coopérer en matière de gestion des incendies de forêt, malgré des relations politiques parfois tendues. Cela a montré comment une coopération concrète peut, dans certains cas, ouvrir des portes.

Des processus décisionnels fondés sur des données probantes pour des régions de montagne résilientes

Les régions de montagne sont particulièrement touchées par le changement climatique. Depuis 2020, un programme lancé par la DDC renforce les échanges de connaissances sur les stratégies d'adaptation spécifiques dans les régions montagneuses d'Afrique de l'Est, de l'Hindou-Kouch-Himalaya, des Andes et du Caucase du Sud. Les expériences acquises avec des instruments établis, comme la Convention alpine, ont également été prises en compte²⁶. Le programme a amélioré les données locales disponibles et leur mise en réseau au niveau mondial. Les dialogues politiques menés aux niveaux national, régional et mondial ont ainsi pu donner lieu à des décisions scientifiquement fondées. Les conclusions consignées dans le rapport sur le climat mondial (GIEC) ont donné plus de visibilité aux besoins des régions de montagne, y compris lors des négociations mondiales sur le climat.

8,9 millions de personnes (dont 50 % de femmes) ont bénéficié d'un accès à l'eau potable à un prix abordable. ● ●



Exemple de défi : mauvaise appréciation des partenaires de projet

Des milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable ou à des installations sanitaires adéquates²⁷. Cet accès n'est pas non plus garanti dans les Balkans occidentaux. C'est pourquoi le SECO avait envisagé de mettre en place un réseau régional des associations nationales des services publics et des gouvernements locaux afin de renforcer leur coordination et de former des spécialistes. Le projet a d'abord tourné court parce que les associations ne disposaient pas des capacités requises. Cela a conduit le SECO à concentrer ses activités sur la consolidation des associations, sur les échanges d'expériences au niveau régional et donc aussi sur la formation de professionnels qualifiés.

Point de vue extérieur

Dans le cadre de l'initiative « Blue Peace », la DDC fournit depuis 2010, au Moyen-Orient, en Afrique de l'Ouest et en Asie centrale, un soutien technique en matière d'utilisation durable de l'eau et combine cette coopération avec la diplomatie de l'eau. L'objectif à long terme est d'établir des règles communes sur l'utilisation transfrontalière de l'eau. La DDC entend ainsi renforcer la confiance et réduire les tensions. Une étude externe²⁸ a confirmé la pertinence et la valeur ajoutée de l'initiative en Asie centrale. L'utilisation de l'eau est fortement politisée dans la région et les relations de confiance personnelle sont indispensables à toute avancée. Aussi l'étude recommande-t-elle d'adapter la structure de l'initiative de manière à ce que la Suisse puisse avoir des échanges politiques à haut niveau.

²⁶ La convention-cadre ratifiée par la Suisse et sept autres États dans les années 1990 a été le premier accord international contraignant prévoyant la protection transfrontalière d'une région de montagne.

²⁷ www.unstats.un.org > Rapport sur les objectifs de développement durable 2022

²⁸ Capitalization of 7 years of Blue Peace Central Asia Initiative, 2014-2020 (inédit)



Contribution à la lutte contre le changement climatique et fourniture d'une aide aux populations pour leur permettre de s'y adapter



On constate partout dans le monde une augmentation des effets négatifs du changement climatique sur les êtres humains et l'environnement. La CI suisse a aidé des groupes de population vulnérables à s'adapter au phénomène en encourageant des systèmes alimentaires plus résilients, l'utilisation durable des ressources ou la préparation aux catastrophes. Elle a également mis en œuvre des approches innovantes en faveur d'un développement à faibles émissions, ce qu'il est convenu d'appeler des mesures d'atténuation.

Jusqu'à 3,6 milliards de personnes vivent dans des contextes particulièrement touchés par le changement climatique²⁹. Les groupes de population défavorisés en ressentent davantage les effets négatifs que le reste de la population. La CI ne peut pas accomplir grand-chose à elle seule. Elle doit s'appuyer sur des partenariats solides sur le terrain, avec des organisations multilatérales, des banques de développement ou des entreprises privées.

Participation active à la création du plus grand fonds climatique

Créé en 2010, le Fonds vert pour le climat (FVC) soutient à hauteur de 12 milliards de dollars plus de 140 pays dans leurs efforts pour suivre un développement à faibles émissions et s'adapter au changement climatique. Il a ainsi permis d'éviter, selon les estimations, l'émission de 2,4 milliards de tonnes de CO₂ – soit l'équivalent de la moitié des émissions des États-Unis en 2021³⁰ – et d'accroître la résilience de 666 millions de personnes³¹. La Suisse participe au financement du FVC. Au sein du Conseil exécutif, la DDC, le SECO et l'OFEV œuvrent en faveur d'une meilleure gouvernance, d'une utilisation efficace des fonds et d'un système de mesure et d'évaluation solide.

Adaptation au changement climatique pour préserver les moyens de subsistance

Dans les contextes fortement touchés par le changement climatique, la CI aide les groupes de population vulnérables à préserver leurs moyens de subsistance – que ce soit par des pratiques agroécologiques (p. 13), par une gestion adaptée des zones forestières ou montagneuses (p. 14) ou par la réduction des risques de catastrophe (p. 16).

Réduction des émissions de CO₂ grâce aux énergies renouvelables

La combustion de charbon, de pétrole et de gaz est le principal facteur du changement climatique. Pour cette raison, la CI suisse aide les pays partenaires à passer aux énergies renouvelables. En Serbie par exemple, le SECO a favorisé la modernisation de réseaux de chauffage urbain. Les combustibles fossiles ont été remplacés par la biomasse et les émissions de CO₂ ont été réduites de 90%. Quelque 17 000 personnes bénéficient désormais d'un chauffage fiable et d'un air de meilleure qualité.

Exemple de défi : financement climatique

Les **fonds de la CI consacrés au climat** ne cessent de croître ; en 2023, ils s'élevaient à 519 millions de francs³⁴. La pression exercée sur les pays riches pour qu'ils augmentent leur financement international de l'action climatique continue à se renforcer. Dans le même temps, **d'autres crises**, à commencer par la guerre en Ukraine, mobilisent d'énormes moyens financiers. Pour respecter les engagements climatiques sans faire peser une charge supplémentaire sur les ressources de la CI, il est donc indispensable de **trouver** de nouvelles sources de financement pour augmenter la contribution publique de la Suisse et mobiliser des **fonds privés**. Or, le secteur privé est encore rétif à investir dans les mesures d'adaptation, car il n'en attend pas une rentabilité suffisante. Les efforts doivent être intensifiés dans ce domaine.

29 www.ipcc.ch > Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability

30 www.eia.gov > U.S. energy-related CO2 emissions rose 6% in 2021

31 État au 31.12.2022 (www.greenclimate.fund > Progress Report. GCF's first replenishment period 2020-2023)

32 www.european-energy-award.org > Our Mission

33 www.edgebuildings.com > Certify Green and Change Your World

En Ukraine également, le SECO a encouragé l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Il a aidé des villes partenaires à se préparer à une reconstruction « plus verte » des infrastructures détruites par la guerre. Celle de Zhytomyr a même obtenu le label Cité de l'énergie³².

19,7 millions de personnes ont pu avoir accès à une énergie plus durable et 15,9 milliards de kilowattheures d'énergie durable ont été produits. ●

Pour un secteur de la construction plus respectueux du climat

Le secteur cimentier est responsable de 8% des émissions mondiales. La DDC a donc soutenu l'EPFL et des universités en Inde et à Cuba dans le développement d'un nouveau type de ciment, baptisé LC3, qui permet de réduire jusqu'à 40% les émissions de CO₂ dues à ce matériau. L'adoption de normes appropriées dans de nombreux pays a ouvert la voie à sa diffusion commerciale à partir de 2017. Les trois quarts des cimenteries pourraient passer à la production de LC3 sans avoir à procéder à des adaptations majeures et tout en réduisant leurs coûts. En 2022, des entreprises ont investi 180 millions de francs dans la production, ce qui montre que le projet peut désormais se passer du soutien de la CI. La même année, la DDC a donc laissé l'intégralité du projet entre les mains de ses partenaires. Le secteur de la construction recèle lui aussi un grand potentiel d'économies : dans six pays partenaires, le SECO a soutenu, en collaboration avec la Société financière internationale, l'élaboration de bases légales et le développement de la certification des dividendes économiques pour l'égalité hommes-femmes (EDGE)³³ pour des bâtiments économes en ressources. De 2020 à 2021, la surface certifiée de bâtiments « verts » a doublé, passant de 12 à 24 millions de m². En parallèle, la DDC a apporté son soutien au gouvernement indien pour l'élaboration d'une norme obligatoire prometteuse applicable aux bâtiments, qui est entrée en vigueur en 2022.

16,2 millions de personnes (dont 36% de femmes) ont bénéficié d'une aide à l'adaptation au changement climatique. ●

69 millions de tonnes d'émissions de CO₂ ont été évitées. ● ●

Point de vue extérieur

La DDC et le SECO ont fait évaluer leurs **actions pour le climat** par des experts externes³⁵ : selon les conclusions de ces derniers, la **DDC** connaît un **taux de réussite supérieur à la moyenne** pour ses projets, car elle attache une grande importance à la connaissance du contexte local. Les retombées positives des projets climatiques, par exemple sur la biodiversité ou la réduction de la pauvreté, devraient bénéficier d'une attention accrue. En tenant compte du changement climatique dans ses activités visant à améliorer l'environnement économique, le **SECO comble une lacune importante**. Des changements positifs ont ainsi pu être impulsés. À l'avenir, il faudra intégrer davantage les aspects climatiques dans toutes les mesures et consolider le savoir-faire interne.

34 État : 11.4.2024. La stratégie CI 2021-2024 prévoit que d'ici à 2024, la DDC et le SECO consacreront au moins 400 millions de francs par an (environ 15% des moyens) au financement climatique. Ils intègrent de plus en plus le changement climatique dans toutes leurs mesures.

35 www.aramis.admin.ch > Independent Evaluation of SDC's Engagement in Climate Change Adaptation and Mitigation 2015-2020; www.seco-cooperation.admin.ch > Independent evaluation of the climate approach of SECO's economic cooperation division since 2017



Sauvetage des vies et soulagement des souffrances

Catastrophes naturelles, pandémie de COVID-19, guerre en Ukraine et autres conflits armés ou insécurité alimentaire: l'aide humanitaire de la Suisse a été fortement sollicitée ces quatre dernières années. Par la rapidité et la souplesse de son action sur le terrain et dans son rôle de bailleur de fonds fiable et de défenseur des principes humanitaires et du droit international humanitaire, elle a contribué à sauver des vies et à soulager des souffrances humaines.

Au milieu de l'année 2023, plus de 360 millions de personnes – soit deux fois plus que cinq ans auparavant – étaient tributaires de l'aide humanitaire³⁶. La plupart d'entre elles vivent en Afrique subsaharienne. Les conflits armés et la pandémie de COVID-19 ont rendu très difficile l'accès aux populations civiles touchées. Dans les contextes humanitaires, plus de 70 % des femmes et des filles subissent des violences fondées sur le genre³⁷ (voir p. 20). Le décalage entre les besoins humanitaires croissants et les moyens mis à disposition s'accroît de plus en plus.

Le CSA sauve des vies – depuis 50 ans

Dans les années 2021 à 2023, 436 membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) ont effectué 758 missions dans 78 pays. Ce dernier chiffre recouvre les mises à disposition de personnel auprès d'organisations humanitaires telles que le HCR et l'UNICEF, auxquelles le CSA a fourni son expertise. Le CSA a également épaulé les représentations suisses et la centrale lors de crises humanitaires, par exemple à la suite de la guerre en Ukraine.

Une aide humanitaire tournée vers l'avenir

Le système humanitaire mondial est confronté à une superposition de défis, qui exigent de nouvelles réponses. C'est pourquoi la DDC a œuvré, en collaboration avec des organisations humanitaires partenaires de l'ONU et du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (dont notamment le CICR), en faveur de réformes tournées vers l'avenir et fondées sur les principes suivants:

Une approche plus locale: renforcer les organisations locales et les impliquer, car ce sont elles qui connaissent le mieux les besoins, qui ont plus facilement accès aux personnes concernées et qui sont sur place avant, pendant et après une crise. En tant que co-présidente d'un groupe de travail de l'OCHA en 2022 et en 2023, la Suisse a veillé à ce que les organisations locales puissent participer pour la première fois à des réunions stratégiques à Genève et y faire valoir leur point de vue (voir p. 22).

Une approche plus connectée: faire appel à des donateurs non traditionnels, par exemple ceux du secteur privé. En 2023, la Suisse est devenue membre de l'initiative « Humanitarian and Resilience Investing Initiative » – une plateforme créée dans le cadre du WEF pour promouvoir des solutions basées sur le marché afin de relever les défis posés dans les contextes fragiles et humanitaires.

La préparation aux catastrophes réduit la vulnérabilité

La Suisse est à la pointe mondiale en matière de préparation aux catastrophes. En alertant précocement les populations et les partenaires humanitaires et en agissant en amont des crises ou des conflits, il est possible d'éviter que des individus et des communautés perdent leurs moyens de subsistance. Des études scientifiques ont montré que chaque franc investi à titre préventif dans des infrastructures adaptées permet d'éviter des dommages d'un montant environ quatre fois supérieur³⁸. L'exemple du Pakistan est illustratif à cet égard: après les inondations dévastatrices de 2010, le CSA avait aidé à reconstruire 80 écoles de manière plus solide. Lors des fortes crues survenues en août 2022, elles ont toutes résisté à cette nouvelle montée des eaux. En tant que troisième bailleur de fonds et membre du comité directeur, la Suisse, sous la direction de la DDC et avec le concours de l'expertise de MétéoSuisse, a également pris une part active à l'initiative multilatérale sur les systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques. En 2022, cette initiative a permis à 111 millions de personnes dans 15 pays de bénéficier d'une protection supplémentaire contre des événements météorologiques extrêmes grâce à des mécanismes d'alerte précoce et de réaction³⁹.

Grâce aux contributions de la DDC, les partenaires multilatéraux que sont le CICR, le HCR et le PAM ont pu fournir une aide humanitaire à 1 million de personnes en Ukraine, à 1,1 million de personnes en Afghanistan et à 540 000 personnes au Soudan. ●

Plus de 3 millions de personnes (dont 54 % de femmes) ont bénéficié d'une aide en matière de réduction des risques de catastrophe. ●

Une approche plus prospective: prendre des mesures préventives pour éviter les victimes et les dommages et préserver les moyens de subsistance.

La DDC a cofinancé des fonds d'urgence, par exemple ceux du Programme alimentaire mondial et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Ces fonds ont permis de mettre davantage de moyens à disposition avant que des crises ou des catastrophes ne se produisent.

Une approche plus complémentaire: renforcer l'interaction entre les différents instruments de la CI.

La réorganisation de la DDC en 2022 a permis de rapprocher l'aide humanitaire, la coopération bilatérale au développement et la coopération multilatérale (voir p. 25).

Exemple de défi: transformer l'aide d'urgence en aide à la reconstruction

Il peut arriver que des catastrophes naturelles donnent lieu à une mobilisation de ressources financières faisant défaut ailleurs. Après le **tremblement de terre** survenu en Haïti en août 2021, par exemple, la DDC a voulu rétablir le système d'approvisionnement en eau potable, en collaboration avec Helvetas. Bien que les dommages directement liés au séisme aient été moins importants qu'on ne l'avait pensé, le projet s'est révélé bien plus coûteux que prévu. En effet, le réseau connaissait déjà des dysfonctionnements avant le séisme. Il a finalement fallu faire appel à une assistance technique externe pour pouvoir mener à bien le projet.

Point de vue extérieur

Deux études externes ont analysé la pertinence et la valeur ajoutée du CSA et de la **Chaîne suisse de sauvetage**. Elles ont confirmé l'importance des quatre formes d'intervention du CSA⁴⁰. Afin d'optimiser sa structure et son organisation pour pouvoir relever les défis futurs, le CSA a actualisé son concept d'intervention⁴¹. Dans le sillage de cette évaluation⁴², la Chaîne suisse de sauvetage a également procédé à un assouplissement de ses modalités d'intervention. Elle est intervenue en février 2023 après le grave **tremblement de terre qui a frappé la Turquie et la Syrie**: ses membres ont été la première équipe internationale arrivée sur place et ont pu sortir onze personnes vivantes des décombres grâce à des chiens de recherche.

36 www.reliefweb.int > Global Humanitarian Overview 2023. Mid-year update; www.humanitarianaction.info > Inter-Agency Plans 2023

37 www.reliefweb.int > Global Humanitarian Overview 2021

38 Les chiffres varient en fonction des limites du système (www.wri.org) > The Triple Dividend of Building Climate Resilience: Taking Stock, Moving Forward

39 www.reliefweb.int > Annual Report 2022: How do we keep ourselves safe?

40 www.aramis.admin.ch > External review of the Swiss Humanitarian Aid (SHA) Unit. Les formes d'intervention sont les suivantes: les interventions d'urgence, les actions directes, les « mises à disposition » et le soutien aux représentations suisses et aux unités d'organisation de la DDC à la centrale.

41 Concept d'engagement 2022-2030 du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) (inédit)

42 www.aramis.admin.ch > External review of Swiss Rescue



Renforcement de l'accès équitable à des services de base

L'accès à des soins de qualité, à l'éducation et à des infrastructures de base est essentiel pour réduire la pauvreté et les inégalités. Pour améliorer durablement les services de base dans les pays prioritaires et dans le monde de manière générale, la CI suisse a adopté une approche globale. Elle a impulsé un changement systémique.

La pandémie de COVID-19 a été l'un des événements marquants du XXI^e siècle : elle a touché tous les domaines de la vie et toutes les régions du monde, bien qu'à des degrés de gravité différents. Crise sanitaire et humanitaire, elle a aussi déclenché une crise mondiale de l'apprentissage. En matière de développement humain, le monde est revenu cinq ans en arrière⁴³. La CI suisse a atténué l'impact sur les groupes les plus vulnérables et renforcé leur résilience.

Approche One Health mise en œuvre dans la Corne de l'Afrique

La pandémie a mis en évidence les risques que représentent les zoonoses⁴⁴, ces maladies infectieuses transmissibles de l'animal à l'homme. Les populations établies dans l'est de l'Éthiopie, où 85 % des habitants vivent de l'élevage, sont particulièrement exposées. La DDC adopte une approche globale à l'interface entre la santé humaine, la santé animale et la santé environnementale (approche dite *One Health*). Un partenariat avec l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH) a permis de mettre sur pied une équipe de chercheurs, un cursus d'études ainsi qu'un laboratoire. Aujourd'hui, le centre de compétences auquel cette collaboration a donné naissance partage ses connaissances au-delà de l'Éthiopie, contribue à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur dans une région souffrant de faiblesses structurelles et participe à l'élaboration d'orientations politiques. Les essais pilotes et les formations organisés dans le cadre du projet ont contribué en outre à l'amélioration de la santé et de la sécurité alimentaire.

Réduction importante de la mortalité infantile au Cambodge

Fondés par le médecin suisse Beat Richner et soutenus depuis 1994 par la DDC, les hôpitaux pédiatriques Kantha Bopha ont contribué de manière significative à l'amélioration de la santé des mères et des enfants au Cambodge. Statistiquement, 80 % des enfants sont soignés dans l'un des cinq établissements en question, aujourd'hui gérés comme des hôpitaux universitaires publics. Ces établissements ont joué un rôle déterminant dans la réduction de la mortalité infantile (en recul de 79 % depuis 1992)⁴⁵. La DDC participe au financement jusqu'en 2027, après quoi celui-ci sera entièrement assuré par les capacités locales.

Pas de développement durable sans éducation

Outre ses programmes locaux, la Suisse, de par sa présence au sein de fonds multilatéraux, a également œuvré au niveau mondial en faveur de la résilience des systèmes éducatifs face aux crises, dans le but de

Exemple de défi : le recul de la santé

En 2020 et 2021, la gestion de la pandémie de COVID-19 a occupé tous les esprits, partout dans le monde. Les autres programmes de santé ont pâti d'un manque d'intérêt et de ressources. Il faudra plusieurs années pour rattraper le retard en matière de **santé sexuelle et reproductive** ainsi que dans le domaine de la **prévention des maladies non transmissibles**. En ce qui concerne la lutte mondiale contre les maladies infectieuses autres que celle liée au COVID-19, un effondrement des programmes de prévention et de contrôle n'a pu être évité que grâce à des moyens supplémentaires d'un montant équivalent à 3,7 milliards de francs et provenant du mécanisme d'aide d'urgence du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La DDC a participé à la reconstitution du fonds.

43 www.hdr.undp.org > Rapport sur le développement humain 2021/2022

44 Pour une présentation complète des actions menées dans le cadre de la CI en faveur de la lutte contre les zoonoses : www.parlament.ch > Mesures pour enrayer la propagation des zoonoses et lutter contre leurs causes. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 20.3469 déposé le 26 mai 2020 par la Commission de politique extérieure du Conseil national

permettre à tous les enfants et adolescents d'accéder à une éducation de base. En participant à la création, en 2021, du Centre mondial de Genève pour l'éducation dans les situations d'urgence (*Geneva Global Hub for Education in Emergencies*), la DDC est parvenue à réunir autour d'une même table des organisations internationales, des États et des universités. À des fins de sensibilisation, la Suisse a placé le thème de l'éducation au cœur de la deuxième édition du forum sur la coopération internationale (*International Cooperation Forum 2023*) et organisé la première conférence de haut niveau sur le financement du fonds des Nations Unies « Éducation sans délai » (*Education Cannot Wait*). Les contributions annoncées par les États à l'issue de la conférence ont atteint un montant de 826 millions de dollars.

Projets d'infrastructures au Népal

Depuis 1961, la DDC soutient la construction de passerelles piétonnes suspendues au Népal. Le but est d'améliorer, dans les régions isolées, l'accès des groupes défavorisés à certains services. L'approche adoptée a considérablement évolué : du soutien ponctuel d'experts suisses en construction au développement de compétences locales, en passant par la clarification des responsabilités incombant aux différents niveaux du système fédéral. Comme les autorités népalaises disposent désormais des ressources et des connaissances techniques nécessaires pour poursuivre le projet de manière autonome, la DDC mettra fin à son soutien dans ce domaine en 2024. Les plus de 10 000 ponts qui ont déjà été construits ont permis d'améliorer durablement les conditions de vie de 19 millions de personnes : le temps de trajet moyen est réduit de deux heures et demie et les infrastructures de base sont plus facilement accessibles (le nombre d'écoliers a augmenté de 16 % et celui des consultations dans les établissements de santé de 26 %).

5 millions de personnes (dont 55 % de femmes) ont été sensibilisées dans le cadre de la prévention des maladies non transmissibles. ●

2,1 millions de naissances ont bénéficié de l'assistance de personnel qualifié. ●

1,6 million d'enfants et d'adolescents (dont 48 % de filles et de femmes) ont accédé à l'éducation primaire et secondaire. ●

Point de vue extérieur

Au Bénin, la DDC a soutenu un projet permettant à des enfants et des adolescents qui n'ont pas été scolarisés ou qui n'ont pas achevé le cycle d'études primaires d'obtenir un diplôme en passant par des **écoles dites alternatives**. Une étude⁴⁶ a été menée auprès de **groupes de référence**. D'après ses conclusions, les participants ont amélioré leurs compétences et sont mieux préparés au monde professionnel. Interrogées, les filles étaient plus souvent critiques à l'égard du mariage ou de la maternité précoces, ce qui démontre un effet positif du projet en matière d'égalité des genres. Des campagnes de sensibilisation devraient être menées dans ce domaine. Ce type d'études permet de mieux comprendre l'impact d'un projet. Toutefois, dans la mesure où elles nécessitent énormément de ressources, elles ne peuvent être réalisées que de manière ponctuelle.

45 data.unicef.org > Cambodia. Key Demographic Indicators

46 www.aramis.admin.ch > Impact evaluation of a program which promotes education for children with no access to the formal school system (PAEFE) in Benin



Exploitation des opportunités liées à la migration et traitement des causes des déplacements forcés



Une place encore plus importante a été accordée au thème de la migration et du déplacement forcé dans les activités de la CI suisse. L'intégration du thème de la migration dans la stratégie de la CI, en tant que mise en œuvre du lien stratégique décidé par le Parlement, a été étendue à tous les instruments de la CI et mise en œuvre aux niveaux politique, géographique et thématique. Dans un souci de cohérence politique, les mesures sont coordonnées au sein de la structure IMZ. Par des mesures à court, moyen et long terme, la CI suisse a œuvré dans les pays d'origine et d'accueil pour que le potentiel de la migration régulière soit exploité et que les causes et les dangers de la migration irrégulière et du déplacement forcé soient traités.

En 2022, le monde comptait plus de 100 millions de personnes déplacées à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays: ce chiffre représente 1 % de la population mondiale et équivaut à onze fois le nombre d'habitants de la Suisse⁴⁷. L'ampleur de ce phénomène est liée aux guerres, aux persécutions, à l'augmentation du coût de la vie et au changement climatique. La DDC, le SECO et la DPDH œuvrent en faveur de la protection, de l'intégration et de l'amélioration des perspectives à long terme des personnes migrantes, déplacées et réfugiées.

Travail décent et protection des travailleurs migrants

La DDC et le SECO ont œuvré à ce que la migration de main-d'œuvre se déroule dans des conditions décentes, en tenant compte des perspectives des pays de destination et d'origine. À titre d'exemple, les conseils techniques de la DDC ont permis au gouvernement du Bangladesh d'améliorer les accords bilatéraux qu'il a conclus avec les Émirats arabes unis et le Liban dans le domaine de la migration de main-d'œuvre. Ainsi, 130 000 migrants bangladais bénéficient d'une meilleure protection juridique depuis 2021. Ont également été prises des mesures visant à favoriser la mise en place de pratiques respectueuses des droits de l'homme dans le recrutement des travailleurs ainsi que des mesures dans le domaine des envois de fonds (remittances). Grâce à un programme conjoint du SECO et de la Banque mondiale, les membres de la diaspora kosovare économisent chaque année, dans le cadre de ses envois de fonds au Kosovo, un montant qui équivaut presque à un mois de salaire dans ce pays.

Mis en œuvre avec la collaboration de la ville de Berne, un projet pilote de la DPDH a permis d'évaluer les risques auxquels les réfugiés ukrainiens sont exposés sur les routes de l'exil et dans les pays d'accueil. Des recommandations pour la prévention de la traite et de l'exploitation ont été formulées dans ce cadre. ●

L'action de la CI suisse a permis de faciliter:

- l'accès de quelque 794 000 migrants et personnes déplacées (dont 55 % de femmes) à des services de santé et d'éducation ainsi qu'à des prestations sociales dans le pays d'accueil; ●
- l'accès de 454 000 migrants et personnes déplacées (dont 28 % de femmes) à des services numériques de transfert d'argent. ● ●

Exemple de défi: obstacles imprévus rencontrés dans la mise en œuvre des projets

Les migrants doivent souvent payer des frais élevés pour envoyer de l'argent à leur famille. Le SECO avait donc eu l'idée de réduire les frais liés au transfert de fonds au Ghana. Mais le ministère ghanéen des finances n'a pas été en mesure de fournir les prestations convenues et, plus tard, une banque partenaire s'est vu retirer sa licence. La réforme qui devait être mise en place est restée bloquée pendant deux ans en raison de la pandémie. Malgré ces difficultés, le projet a finalement permis à plus de 23 000 personnes d'obtenir une réduction de leurs frais de transferts de fonds. Il a en outre permis de lancer de nouveaux produits financiers, tels que des comptes de micro-épargne, de retraite et des produits de micro-assurance, dont 4500 clients ont bénéficié dès les six premiers mois.

Solutions durables en faveur des personnes déplacées dans les pays de premier accueil

En collaboration avec des pays d'accueil, la CI suisse s'est efforcée de trouver des solutions durables pour l'intégration sociale et économique des personnes déplacées. En Éthiopie, en Somalie et en Irak, elle a aidé les gouvernements à élaborer des stratégies impliquant les communautés d'accueil locales. Les mesures prises aux niveaux national et régional ont été accompagnées d'un engagement important à l'échelle mondiale, comme en témoigne par exemple l'adoption du programme d'action du secrétaire général de l'ONU sur les déplacements internes. Ce programme vise à prévenir les déplacements forcés, à protéger les personnes déplacées et à apporter des solutions durables.

Projets menés en collaboration avec le SEM

En accord avec le SEM, les partenaires CI ont mis en œuvre, dans les quatre régions prioritaires, des projets qui s'attaquent aux défis migratoires (migration irrégulière, déplacement forcé) et qui visent à exploiter les opportunités liées à la migration. La stratégie de la CI prévoyait d'allouer, à l'aide des fonds dits flexibles, jusqu'à 60 millions de francs⁴⁸ pour ces projets et préconisait de les réaliser dans des pays non prioritaires pour la DDC en matière de migration⁴⁹. Ainsi, la DDC a soutenu en Gambie la réforme du secteur de la sécurité, laquelle a permis de renforcer les capacités de la police et des services d'immigration dans le domaine de la protection des droits de l'homme. Le projet mis en œuvre en collaboration avec le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) a favorisé la création d'un climat de confiance propice à la conclusion, en 2021, de l'accord migratoire entre la Suisse et la Gambie.

Long terme: perspectives

- ▶ Améliorer les perspectives dans les pays d'origine en favorisant l'éducation de base et la formation professionnelle et en encourageant la création d'emplois décents. ● ●
- ▶ Promouvoir les droits de l'homme et la coexistence pacifique. ● ●



Moyen terme: intégration

- ▶ Créer des solutions durables pour la fourniture des services de base. ● ●
- ▶ Favoriser l'intégration des personnes déplacées dans les pays d'accueil. ● ●

Court terme: protection

- ▶ Lutter contre la traite des êtres humains et l'utilisation abusive des données. ●
- ▶ Apporter une aide humanitaire aux réfugiés et aux personnes déplacées; protéger les personnes ayant fui leur foyer. ● ●

Point de vue extérieur

En Afrique de l'Est et du Nord-Est, la DDC, la DPDH et le SEM ont soutenu l'organisation régionale « Autorité intergouvernementale pour le développement ». Le projet, consacré à la gouvernance de la migration, encourage le dialogue régional sur la migration et favorise le développement de compétences et de mécanismes nationaux de coordination. Une évaluation externe a mis en évidence les succès obtenus, malgré les retards pris dans la mise en œuvre des mesures en raison de divers problèmes (pandémie, changement de personnel, gestion de projet, changements contextuels). La meilleure prise en compte, aux niveaux national et régional, du phénomène de la migration climatique en est un exemple. L'envoi d'une experte suisse a permis d'apporter une valeur ajoutée essentielle.

⁴⁷ www.unhcr.org > More than 100 million people are forcibly displaced

⁴⁸ Compte tenu de leur utilité potentielle pour la coopération bilatérale en matière de migration en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et en Asie du Sud, des fonds flexibles d'un montant de 43,55 millions de francs ont été engagés entre 2021 et fin 2023.

⁴⁹ En concertation étroite avec le SEM, le SECO a également mené des projets dans des pays prioritaires du SEM (p. ex. au Maroc) dans le cadre de mesures complémentaires.

⁵⁰ Evaluation Report. Building Regional and National Capacities for Improved Migration Governance in the IGAD Region, 2018-2023 (inédit)



Prévention de la violence et promotion de la paix

Les conflits armés se multiplient, se prolongent et se complexifient. Jamais depuis 1994, l'année du génocide rwandais, le nombre de personnes ayant perdu la vie dans un conflit armé n'a été aussi élevé qu'en 2022⁵¹. La démocratie et l'ordre mondial libéral sont de plus en plus mis à l'épreuve. En recourant à des réseaux de personnes politiquement influentes, la DPDH a favorisé des processus de dialogue dans le but de prévenir la violence et les conflits armés et de créer les conditions politiques nécessaires au règlement de ces derniers. La DDC a œuvré en faveur de la prévention des conflits et s'est attaquée aux causes de la fragilité et des tensions sociales, en soutenant notamment des solutions inclusives pour régler des conflits liés à l'accès aux ressources.

Pour le monde occidental, l'agression de la Russie contre l'Ukraine marque une rupture. Les conflits armés sont pourtant une réalité constante pour des millions de personnes. L'expérience montre que les sociétés qui ne respectent pas les droits de l'homme sont souvent davantage sujettes à des conflits.

Soutien à l'Ukraine

Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie et l'éclatement du conflit armé dans l'est de l'Ukraine (2014), la DPDH a favorisé le dialogue entre la Russie et l'Ukraine dans le cadre du processus de Minsk de l'OSCE. La Russie a mis fin à ce processus en 2022 en attaquant l'Ukraine. Depuis, la DPDH se concentre sur les besoins de la population ukrainienne en matière de sécurité et de justice. En collaboration avec des organisations locales et multilatérales, parmi lesquelles la Cour pénale internationale, elle encourage le travail de documentation des crimes et la poursuite de leurs auteurs. Par ailleurs, elle plaide en faveur de mesures visant à garantir une réparation complète et se mobilise pour la recherche et l'identification des personnes disparues. Ces mesures et activités concernent toutes les parties au conflit et jouent donc un rôle important pour la politique de paix. La DDC soutient l'Ukraine depuis de nombreuses années dans ses efforts de décentralisation et contribue ce faisant à améliorer la résilience du pays. Grâce à la numérisation de l'administration au niveau local, les services publics sont restés accessibles même pendant la guerre. Avec l'adoption des Principes de Lugano lors de la conférence sur la reconstruction de l'Ukraine (*Ukraine Recovery Conference*) en juillet 2022, le conseiller fédéral Ignazio Cassis a insufflé dans le débat international l'idée d'un processus de reconstruction inclusif et transparent et mis l'accent sur le déminage humanitaire.

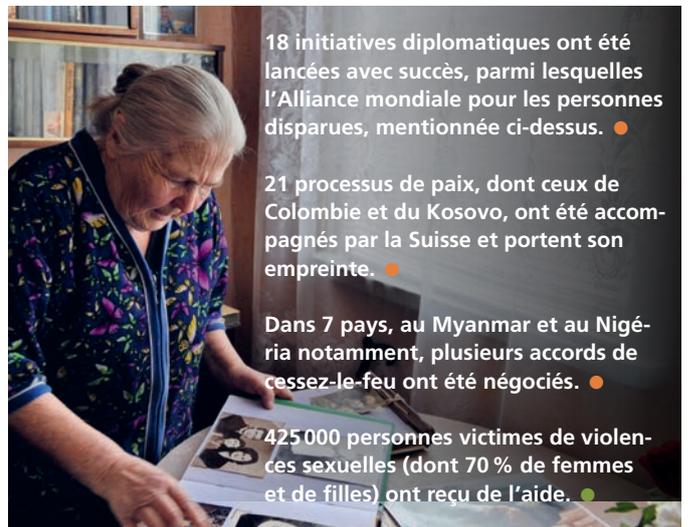
Action en faveur de la paix dans la région des Grands Lacs

La DPDH a renforcé ses activités en faveur de la prévention et de l'endiguement de la violence dans la région des Grands Lacs, où les conflits armés se multiplient et le risque d'escalade régionale est réel. En 2022, la Suisse a pris les rênes du groupe de contact international des envoyés spéciaux occidentaux pour la région des Grands Lacs. Dans l'exercice de cette fonction, elle a joué un rôle de bâtisseur de ponts et lancé un dialogue avec les acteurs de la région. Elle a en outre soutenu une initiative de paix proposée par des pays d'Afrique de l'Est et dans le cadre de laquelle des consultations sont menées avec des groupes armés. Ce travail effectué à l'échelle régionale a été renforcé au niveau multilatéral par l'action de la Suisse au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. La DDC a également contribué à favoriser la coexistence pacifique dans la région en soutenant spécifiquement les femmes dans leur rôle d'actrices du changement. Elle a fourni une assistance médicale, psychosociale, juridique et économique aux victimes de traumatismes et de violences

sexuelles, violences dont l'utilisation comme tactique de guerre est interdite et pourtant fréquente. Ce travail a permis la mise en place de processus de guérison individuels et collectifs ainsi que l'ouverture de perspectives d'avenir. La DDC a en outre encouragé le réseautage entre des commerçantes de pays voisins afin qu'une relation de confiance puisse se développer par-delà les frontières. Réunies au sein de comités de médiation locaux, des femmes ont réglé des cas de conflits liés à l'accès aux ressources ainsi que des conflits familiaux et contribué, ce faisant, à réduire les tensions sociales.

La recherche des personnes disparues, condition préalable à l'établissement d'une paix durable

Chaque année, des dizaines de milliers de personnes disparaissent à la suite d'un conflit armé, lors d'un déplacement forcé ou sur les routes migratoires. Le problème des personnes disparues a non seulement des conséquences profondes sur les proches, contraints à vivre dans l'incertitude, mais également des répercussions négatives sur les efforts de paix et sur la stabilité de sociétés entières. La DPDH a porté cette question complexe devant les instances multilatérales et lancé en 2021 l'Alliance mondiale pour les personnes disparues (*Global Alliance for the Missing*), en collaboration avec le CICR. Cette alliance, dont la présidence est assurée par la Suisse et le Mexique, compte aujourd'hui douze États membres, répartis sur les cinq continents. Grâce à elle, treize personnes retrouvent chaque jour leur famille et chaque heure, une famille obtient des éclaircissements sur le sort d'un proche disparu.



18 initiatives diplomatiques ont été lancées avec succès, parmi lesquelles l'Alliance mondiale pour les personnes disparues, mentionnée ci-dessus. ●

21 processus de paix, dont ceux de Colombie et du Kosovo, ont été accompagnés par la Suisse et portent son empreinte. ●

Dans 7 pays, au Myanmar et au Nigéria notamment, plusieurs accords de cessez-le-feu ont été négociés. ●

425 000 personnes victimes de violences sexuelles (dont 70 % de femmes et de filles) ont reçu de l'aide. ●

Exemple de défi pour la promotion de la paix : concilier agilité et durabilité

Les **conflits armés** se multiplient et sont **difficiles à prévoir**. De nouveaux acteurs se positionnent dans les domaines de la promotion de la paix et de la médiation. Pour conserver sa pertinence, la DPDH doit être capable de **réagir rapidement**. Durant la période sous revue, elle a mis sur pied une équipe d'action rapide (*Rapid Action Team*), qui a la capacité d'élaborer différentes options d'action sur le terrain de manière agile et d'engager leur mise en œuvre. La DPDH a déjà eu recours à cet instrument cinq fois. Mais les succès rapides sont souvent illusoire et les moyens à disposition limités, ce qui complique le choix entre une présence sur le long terme et des missions à court terme.

Point de vue extérieur

La DPDH a soutenu au travers de l'**initiative de Genève**, depuis sa création en 2003, les efforts des sociétés civiles israélienne et palestinienne pour résoudre le conflit au Proche-Orient. Sur la base des conclusions d'une évaluation externe, le DFAE a pris la décision d'un désengagement financier progressif de l'Initiative de Genève. En effet, si l'initiative était au début importante et pertinente, son efficacité et son impact ont diminué au fil des ans, quand bien même la Suisse continue à plaider en faveur d'une solution à deux États.



Gouvernance inclusive et services de base accessibles

Dans les pays partenaires, la CI suisse a œuvré au renforcement des compétences locales, régionales et nationales en matière de redevabilité. Elle a aidé ces pays à mettre en place des systèmes inclusifs de participation politique et à fournir des services adaptés aux besoins. Elle a ainsi contribué à la création de conditions stables et posé les fondements d'une coexistence pacifique. La gouvernance et l'égalité des genres ont été traités comme des thèmes transversaux dans tous les domaines d'action de la stratégie de la CI.

La bonne gouvernance repose sur quatre principes : transparence, responsabilité, redevabilité et participation. Elle est indissociable du respect des droits de l'homme et de l'égalité des genres. Avec les régimes autoritaires, la DDC a partiellement ou, dans certains cas, totalement suspendu la collaboration et décidé de poursuivre son soutien par le biais d'autres partenaires de mise en œuvre. En revanche, dans les démocraties qui tendent à se fragiliser, elle a apporté aux autorités locales un soutien accru et souvent efficace.

Renforcement des structures décentralisées et des instances indépendantes

Au Mozambique, après des décennies de conflit armé, le gouvernement et l'opposition ont signé en 2019 l'accord de paix de Maputo, conclu sous la médiation de la Suisse. Au cœur de l'accord figure la réforme de la décentralisation, soutenue par la CI suisse. Cette réforme prévoit la fourniture transparente de services de base de qualité par les gouvernements locaux ainsi que la participation de la population aux processus de décision locaux.

La promotion de la culture crée des perspectives

La DDC consacre 1% de son budget à la promotion de la culture. C'est précisément dans les contextes fragiles ou autoritaires que la culture a le potentiel de créer des espaces d'échanges publics et de favoriser la cohésion sociale. Au Burkina Faso, son programme culturel a par exemple permis de créer des espaces de créativité et de décentraliser le soutien culturel, tout en tenant compte des questions liées au genre et à la jeunesse. Il a également contribué à résoudre des problèmes auxquels sont confrontés les acteurs culturels, tels que 1. l'accès aux ressources financières ; 2. la professionnalisation et la formation des acteurs culturels ; 3. la création et la diffusion d'œuvres culturelles et artistiques ; et 4. la sensibilisation des citoyens dans les domaines de la bonne gouvernance et de la lutte contre l'impunité.

En Tunisie, la DDC a fourni par exemple un soutien technique à des organes de contrôle indépendants, notamment à l'autorité pour la prévention de la torture et la lutte contre la traite des êtres humains, pour leur permettre de mieux assumer leur fonction de surveillance à l'égard de l'État. La DDC a suspendu sa collaboration avec l'autorité électorale tunisienne, dont l'indépendance a été restreinte suite à l'adoption en 2022 de la nouvelle loi électorale. Elle s'est alors recentrée sur des mesures visant à promouvoir l'éducation politique et l'enregistrement des électeurs en vue des prochains suffrages.



Promotion de la participation effective des femmes à la vie publique

Dans le cadre de la stratégie CI 2021-2024, les partenaires CI ont augmenté les fonds destinés à des mesures spécifiques en matière d'égalité des genres⁵². Dans le domaine de la gouvernance, la DDC a accordé une attention particulière à la participation équilibrée des femmes et des hommes aux processus décisionnels ainsi qu'à la prise en compte des besoins des femmes dans la planification des politiques publiques. En Macédoine du Nord par exemple, elle a œuvré pour que la loi budgétaire de 2022 intègre de nouvelles dispositions portant sur la budgétisation sensible au genre.

La mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité est l'un des objectifs prioritaires de la Suisse en matière de promotion de la paix. La DPDH, qui assure la présidence d'un réseau regroupant 90 pays et dédié à cette thématique, a mis en avant la question de la participation effective des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux processus de médiation. Elle a créé un réseau qui réunit des Suissesses participant à des processus de paix.

La participation de 5,4 millions de personnes (dont 47 % de femmes) aux processus décisionnels et aux discussions budgétaires a été renforcée. ●

1,3 million de personnes (dont 39 % de femmes) défavorisées en raison de leur origine, de leur sexe ou de leur handicap ont été soutenues par des mesures visant à réduire la discrimination et les inégalités. ●



Exemple de défi : égalité des genres et lutte contre la violence domestique

La pandémie de COVID-19, le changement climatique et d'autres crises ont accentué les inégalités au sein des sociétés et entre les sociétés. La montée des tendances autoritaires et la promotion, très souvent inhérente à ce phénomène, de la répartition traditionnelle des rôles ont entraîné un recul de l'égalité des genres. Les premières victimes en sont les femmes et les filles issues de catégories de population défavorisées, par exemple des minorités ethniques ou des groupes de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Les confinements imposés pendant la pandémie de COVID-19 ont également entraîné une augmentation des violences domestiques dans le monde. Raison pour laquelle la DDC a triplé ses moyens consacrés à la lutte contre la violence fondée sur le genre au cours des quatre dernières années.

Point de vue extérieur

Les activités menées par la DDC entre 2017 et 2022 dans les domaines de la gouvernance et de l'état de droit ont fait l'objet d'une évaluation externe⁵³. Selon cette analyse, la DDC joue un rôle de pionnier dans la mise en œuvre de projets visant à favoriser des structures de gouvernance décentralisées. Son ancrage au niveau local lui permet de continuer à œuvrer même dans des contextes politiques de plus en plus instables. Le rapport d'évaluation conclut en outre que la DDC devrait plus souvent transposer du niveau local au niveau national les discussions portant sur des thèmes complexes et sensibles, comme l'état de droit, et qu'elle devrait soutenir de manière plus proactive les organisations partenaires dans le renforcement de la gouvernance, l'un des thèmes transversaux de ses programmes.

52 Cette évolution a été relevée par l'OCDE comme un élément positif (www.oecd.org > Examen à mi-parcours de la Suisse, 7 avril 2022, Berne).

53 www.aramis.admin.ch > Independent Evaluation of SDC's Engagement in the Field of Good Governance and Rule of Law (2017-2022)



Promotion de l'état de droit et des processus démocratiques

La participation politique, l'état de droit et les droits de l'homme sont mis à l'épreuve. Les activités menées en faveur des principes démocratiques fondamentaux, de la lutte contre la corruption et de l'accès à la justice visaient à contrer cette évolution. Les partenaires CI ont apporté dans les pays concernés un soutien aux autorités locales, régionales et nationales, aux parlements, aux médias et à la société civile. Au niveau international, ils ont participé à l'élaboration de normes en faveur d'un ordre mondial libéral.

Le nombre de pays démocratiques dans le monde est en baisse. Dans de nombreux endroits, on observe une perte de confiance dans l'État et la politique. Dans les pays politiquement fragiles, la corruption est largement répandue. Le champ d'action de la société civile, des médias et des parlements pour attirer l'attention sur ces abus et autres dysfonctionnements s'est restreint dans de nombreuses régions du monde.

Renforcement des mesures en faveur de la lutte contre la corruption

La DDC a intensifié son action et doublé son budget dans le domaine de la lutte contre la corruption. Elle a ainsi mis en œuvre des mesures anticorruption concrètes, notamment en fournissant un appui technique aux autorités judiciaires kosovares dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption. Pendant plusieurs années, elle avait soutenu l'instauration des commissions internationales contre la corruption et l'impunité au Guatemala et au Honduras. La dissolution des commissions en 2019/2020 pour des raisons politiques a représenté un grand pas en arrière. L'ONU continue de promouvoir l'état de droit et les droits de l'homme en Amérique centrale au travers d'un programme, soutenu par la DDC, qui vise à renforcer les capacités de 640 membres de services spécialisés du ministère public et à appuyer le travail de lobbying de 160 employés d'ONG. L'amélioration de la gestion des finances publiques a également permis de faire obstacle à la corruption, au Burkina Faso par exemple. La Suisse joue un rôle pionnier en matière de restitution d'avoires illicites de personnes politiquement exposées. Depuis 2021, la DDC a encadré la restitution de fonds au Kazakhstan, au Nigéria, au Pérou et en Ouzbékistan, ce qui a permis de débloquer un total d'environ un demi-milliard de dollars pour le développement de ces pays. Le SECO a limité indirectement les possibilités de pratiques de corruption. À titre d'exemple, il a encouragé la numérisation des services fiscaux ainsi que l'accès public aux informations sur les revenus des gouvernements et des entreprises du secteur de l'extraction de matières premières.⁵⁴

La Suisse a soutenu des programmes de lutte contre la corruption dans 25 pays. ● ●

Renforcement des processus démocratiques et de la participation

En réaction à la montée des tendances autoritaires, la DPDH a organisé deux tables rondes sur le thème de la démocratie. Les représentants de plusieurs démocraties, anciennes et récentes (notamment le Botswana,

Exemple de défi : la progression des autocraties dans le monde

Si le nombre de **pays démocratiques** et de personnes vivant dans des systèmes démocratiques a atteint un chiffre record en 2016, force est de constater qu'il est depuis en **recul constant**⁵⁷. Cette évolution ne fait qu'accroître la probabilité de violations systématiques des droits de l'homme. Afin de contrecarrer cette tendance négative, la DPDH entend consolider son profil dans le domaine de la politique étrangère de soutien à la démocratie. L'idée est de renforcer la résilience démocratique à l'échelle mondiale. L'élaboration de bases conceptuelles consacrées à cette thématique est en cours.

la Mongolie et l'Indonésie), ont pu ainsi discuter de la pression croissante exercée sur les systèmes démocratiques ainsi que des avantages de ces derniers pour l'économie et la coexistence pacifique. Des élections crédibles, inclusives et transparentes sont indispensables au bon fonctionnement d'une démocratie. La signature de codes de conduite politique, par laquelle les candidats s'engagent avant la campagne électorale à renoncer à toute rhétorique incitant à la violence et à reconnaître les résultats, s'est avérée un instrument efficace. L'organisation de cérémonies de signature, largement diffusées, a donné plus de poids à leur engagement. La DPDH a utilisé cet instrument avec succès, en Géorgie et au Nigéria notamment.



Un parlement qui fonctionne de manière efficiente est en mesure de demander des comptes à son gouvernement. Pour favoriser la séparation des pouvoirs dans les pays partenaires, la DDC et la DPDH ont pu s'appuyer sur l'expertise des Services du Parlement suisse. En Albanie, ce partenariat a servi notamment à sensibiliser les jeunes aux processus politiques et à améliorer la transparence et l'efficacité des procédures parlementaires. Le soutien apporté aux médias libres (aussi appelé le « quatrième pouvoir ») et à une société civile dynamique a permis de renforcer le rôle des acteurs qui œuvrent en faveur des principes démocratiques et des droits de l'homme. La DDC a encouragé en outre le développement des médias dans les pays fragiles et à faible revenu, au travers du Forum global pour le développement des médias (GFMD). En Macédoine du Nord, elle a renforcé les capacités des ONG de manière à ce qu'elles soient en mesure de participer aux processus politiques et d'exiger la transparence des pouvoirs publics.

Le numérique permet également de renforcer la confiance dans les processus démocratiques. La DDC soutient depuis 2021 l'ONG suisse Politools dans la mise au point d'un outil qui fournit des informations objectives sur les candidats à une élection. La première utilisation de celui-ci est prévue dans cinq pays à l'occasion d'élections locales et nationales. Les travaux de planification à cet effet, réalisés en collaboration avec des partenaires locaux, sont en cours.

Diplomatie des droits de l'homme en faveur d'un monde sans peine de mort

L'abolition universelle de la peine de mort constitue l'un des quatre axes de la diplomatie des droits de l'homme⁵⁵ et, partant, l'une des priorités de la DPDH. Pendant la période sous revue, six pays⁵⁶ ont aboli la peine de mort, ce qui porte à 113 le nombre d'États ayant franchi ce cap. En 2020, en collaboration avec le Mexique, la Suisse a dirigé à l'Assemblée générale de l'ONU les négociations en vue de l'adoption d'une résolution pour l'établissement d'un moratoire sur l'application de la peine de mort. Le texte a été soutenu par le nombre record de 123 pays membres.



⁵⁴ www.eiti.org, Seite «Our Mission»

⁵⁵ Les trois autres objectifs prioritaires sont la défense de la liberté d'expression, la lutte contre la torture et la protection des minorités.

⁵⁶ Ghana, Guinée équatoriale, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Sierra Leone, Zambie

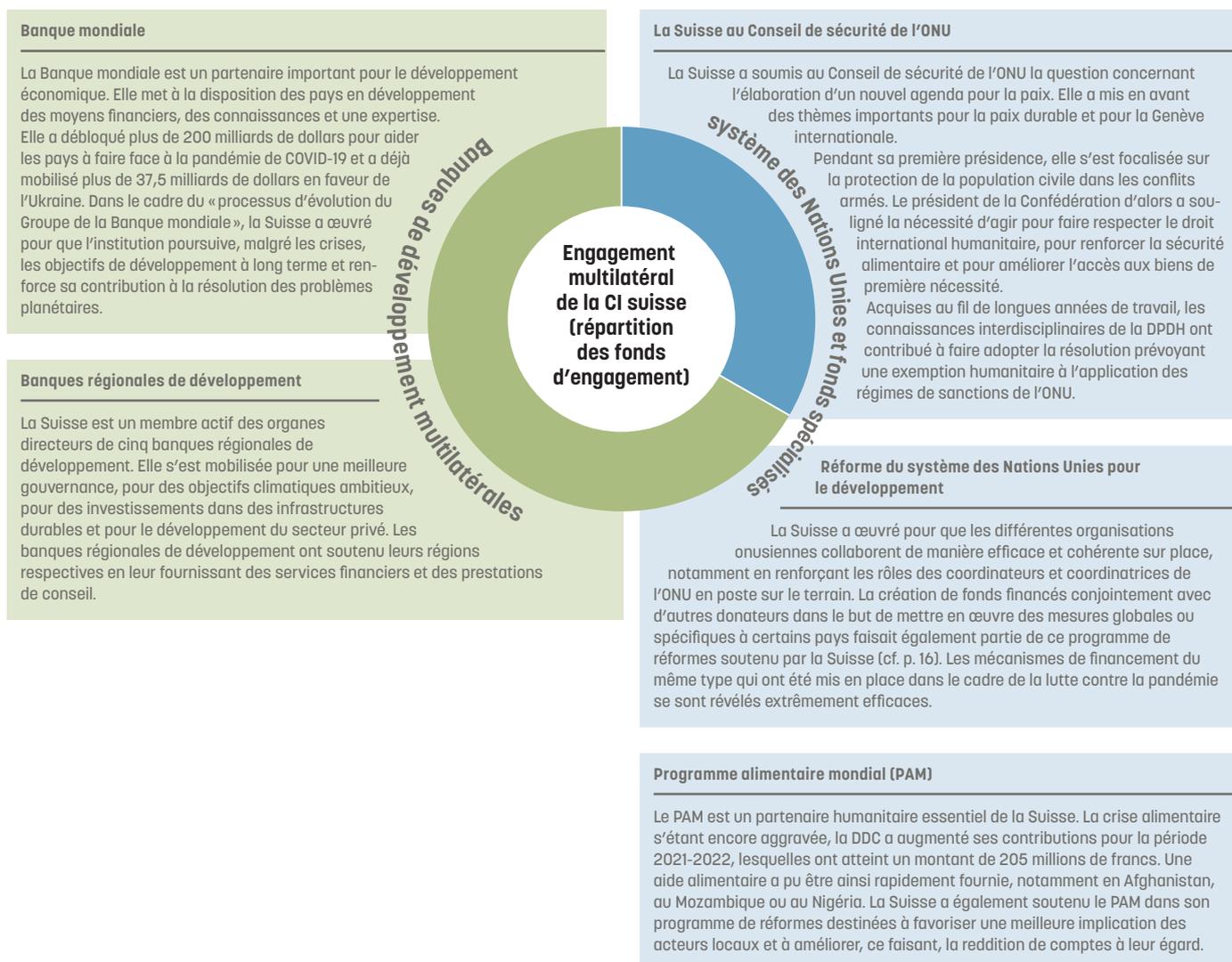
⁵⁷ www.ourworldindata.org > The world has recently become less democratic

Pour un multilatéralisme efficace et opérationnel

Que ce soit par sa présence dans les comités de direction ou au travers de ses contributions financières, la Suisse a œuvré au sein de diverses banques de développement multilatérales et organisations de l'ONU. Les banques de développement et leurs fonds fournissent aux pays partenaires CI les fonds d'aide au développement dont ils ont un besoin urgent. Les programmes et les campagnes de l'ONU contribuent directement à l'amélioration des conditions de vie de nombreuses personnes. Grâce à la Genève internationale et à son rôle de centre de diplomatie multilatérale (que ce soit dans les domaines de la santé, de l'aide humanitaire, du déminage, des nouvelles technologies, du commerce ou de l'éducation dans les situations de crise), la Suisse a pu peser sur des discussions de portée mondiale.

La construction d'un **consensus international** devient de plus en plus **compliquée**. L'on sait néanmoins que les **problèmes mondiaux** ne peuvent être résolus que par une **action conjointe**. La pandémie de COVID-19, le changement climatique ainsi que la guerre en Ukraine et ses répercussions mondiales l'ont clairement démontré. En 2023, la

mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, cadre de référence unique pour la coopération internationale, se trouvait à mi-parcours. Mais le monde est encore loin aujourd'hui d'avoir atteint les objectifs fixés et devra donc redoubler d'efforts pour y parvenir.



Développement de l'engagement avec le secteur privé

Les partenariats avec les entreprises privées ont le potentiel de mobiliser des compétences et des ressources supplémentaires pour la lutte contre la pauvreté et le développement durable. Les projets mis en œuvre conjointement peuvent déboucher sur le développement de nouveaux produits, services, outils technologiques et modèles d'entreprise et de financement innovants ainsi que sur la transposition de solutions à grande échelle. La DDC et le SECO ont renforcé leur « engagement avec le secteur privé » (ESP) durant la période couverte par la stratégie.

Une grande majorité des emplois dans le monde est générée par le secteur privé, raison pour laquelle le SECO et la DDC contribuent à son développement local (cf. p. 10 à 12). Dans le cadre de partenariats public-privé, le secteur privé est en outre un **partenaire de financement et de mise en œuvre important**, sans le concours duquel certaines mesures ne pourraient être réalisées. La CI suisse aborde de manière proactive les **défis** que l'ESP peut également soulever: les entreprises suisses ou étrangères désireuses de nouer un partenariat doivent par exemple remplir des critères stricts. La DDC et le SECO s'appuient sur une expertise indépendante pour réaliser en amont des **analyses de risques** en matière environnementale et sociale, ainsi que dans le domaine de la gouvernance⁵⁸.

Les partenaires CI ont mis en œuvre des projets avec la collaboration du secteur privé dès la fin des années 1990. Le premier partenariat, qui existe encore aujourd'hui, était consacré au développement et à la distribution, à un prix abordable, d'antipaludéens. Ces médicaments ont déjà permis de soigner 640 millions de personnes et de sauver des millions de vies⁵⁹.

Point de vue extérieur

Selon les résultats de deux évaluations indépendantes⁶⁰ portant sur la collaboration avec le secteur privé, l'ESP constitue un **élément important** de la CI, qui devrait être encore **renforcé à l'avenir**.

- D'après le rapport d'évaluation qui concerne la **DDC**, les efforts investis commencent à porter leurs fruits et l'ESP produit des résultats prometteurs. La création d'un centre de compétences pour l'engagement avec le secteur privé est considérée comme une étape importante vers un ancrage plus fort de l'approche ESP au sein de l'institution.
- Il ressort du rapport d'évaluation portant sur le **SECO** que l'approche ESP convient particulièrement aux projets plus innovants et plus risqués, pour lesquels le secteur privé peut apporter son expertise spécifique. La préparation de tels projets est plus complexe et demande plus de travail que pour d'autres projets de la CI. Aussi, l'efficacité de l'approche ESP est-elle généralement considérée comme élevée.

- Dans le cadre des partenariats basés sur les marchés financiers, la CI suisse a mobilisé, sur la période **2020-2022**, des fonds privés qui se montent à **295,4 millions de francs**⁶¹.

Partenariats de la DDC et du SECO avec le secteur privé (état : 31.12.2022)



61 Conformément aux prescriptions de l'OCDE, le SECO a mobilisé 122,8 millions de francs de ce montant et la DDC 34,7 millions. En outre, le SECO a mobilisé 137,9 millions de francs dans le cadre du « Private Infrastructure Development Group » (PIDG), qui apparaissent dans la base de données de l'OCDE sous PIDG. Dans le cadre de partenariats axés sur des projets entre la DDC et des donateurs privés et publics, dans lesquels un objectif de développement commun doit être atteint en collaboration avec le secteur privé, la DDC investira environ 700 millions de francs sur l'ensemble de la période sous revue (données internes de la DDC sur les projets, cf. www.aramis.admin.ch > Independent Evaluation of SDC's Private Sector Engagement [2015-2021]). Selon les directives de l'OCDE, ces derniers ne sont pas pris en compte.

58 Voir aussi : www.ddc.admin.ch > Manuel de la DDC concernant l'engagement avec le secteur privé

59 www.mmv.org > How MMV estimates impact

60 www.aramis.admin.ch > Independent Evaluation of SDC's Private Sector Engagement (2015-2021); www.seco-cooperation.admin.ch > Independent evaluation on the engagement of SECO's economic cooperation division with the private sector during 2013-2021

La numérisation mise au service du développement durable



En tant que place économique et pôle de recherche innovant, la Suisse est bien positionnée pour participer, avec la collaboration de ses universités renommées, à la transformation numérique. À travers l'initiative Tech4Good, la CI a œuvré pour que les changements technologiques soient mis au service du développement durable.

Les technologies numériques ont un **potentiel** immense d'impacter positivement la vie des gens, dans le domaine de la gouvernance ou de la santé par exemple. Cela étant, si l'égalité d'accès n'est pas garantie ou si des normes légales, en matière de cybersécurité notamment,

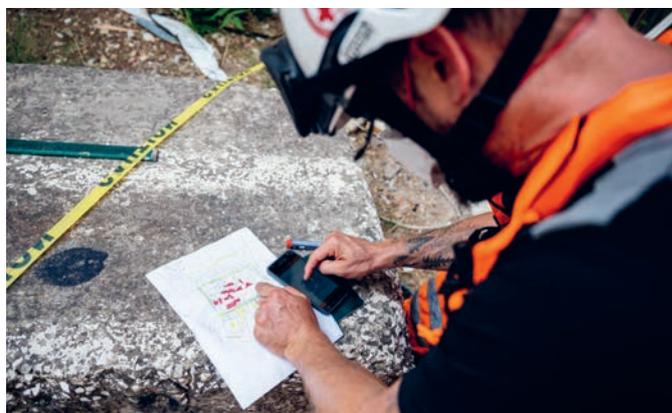
ne sont pas établies, de nouveaux **défis** et risques apparaissent. Les exemples ci-après illustrent la manière dont la CI a exploité les opportunités de la numérisation pour servir la réalisation des quatre objectifs et contribué à la gestion des risques qui y sont liés :

Développement économique



Créé en 2019 par la Banque mondiale, le partenariat *GovTech Global Partnership* favorise le développement de solutions numériques pour améliorer l'efficacité, la transparence et la reddition de comptes des gouvernements concernés. Ce partenariat, auquel a participé le SECO, a permis également d'accroître la qualité des services publics destinés aux particuliers et aux entreprises. En Indonésie, il a contribué à réduire la fragmentation des services numériques de l'administration.

Développement humain



Née en 2020 de la volonté commune de la DDC, de la DDPH, du CICR et de l'OCHA, l'initiative *Humanitarian Data and Trust Initiative* vise à mieux protéger les données humanitaires sensibles et à garantir une utilisation responsable des nouvelles technologies. Elle combine à cet effet les connaissances technologiques avec des recommandations fondées sur des données probantes, formulées à l'intention des groupes d'acteurs pertinents.

Environnement



L'utilisation de drones peu coûteux pour l'épandage d'engrais organiques permet à des agricultrices boliviennes de produire du quinoa de manière plus écologique, plus efficace et plus respectueuse des ressources. Cette technologie contribue en outre à protéger leur santé dans la mesure où elle leur évite de devoir pulvériser des pesticides à la main.

Paix et gouvernance



Les coupures d'Internet sont un moyen pour les gouvernements d'empêcher la tenue de manifestations et de museler les critiques à leur égard avant des élections. La DDPH a financé le développement d'outils de surveillance de ces coupures et élaboré des recommandations sur la manière, par exemple, dont les observateurs électoraux peuvent communiquer en toute sécurité sans Internet.

Une meilleure cohérence entre aide humanitaire et coopération au développement

Face à des situations de crise qui tendent à se prolonger, la DDC a institutionnalisé l'interaction entre aide humanitaire et coopération au développement.

De plus en plus de pays sont confrontés au **défi** de voir une partie significative de leur population exposée à un danger de mort permanent. Parmi les personnes tributaires de l'aide humanitaire, quatre sur cinq vivent dans des situations de crise prolongée (**protracted crisis** en anglais)⁶², qui peuvent être liées au changement climatique ou à un conflit armé. Ces situations ont comme conséquence des déplacements de populations vers des régions structurellement faibles, où les ressources sont insuffisantes pour accueillir et intégrer les réfugiés. Pendant des années, voire des générations, les perspectives de solutions durables qui s'offrent à ces personnes sont pratiquement inexistantes. Si les populations touchées ont besoin à la fois d'une protection et d'une aide vitale, leur situation nécessite également des améliorations structurelles.

Des structures modernes favorisent la complémentarité

La DDC est-elle capable de répondre aux défis actuels? Après un examen approfondi de la question et une réorganisation complète opérée dans le cadre du projet intitulé «Fit for purpose», la nouvelle structure de la DDC est devenue officielle en septembre 2022. Un rapprochement a été effectué au sein de l'institution entre l'aide humanitaire et la coopération au développement. Les deux instruments pourront ainsi mieux s'imbriquer à l'avenir. La DDC a regroupé l'expertise thématique⁶³ au sein d'une même division et transféré des ressources en personnel de la centrale vers le réseau extérieur.

Approche du triple lien (triple nexus en anglais)

Il arrive que les conflits armés, les situations d'urgence prolongées et les obstacles structurels au développement se nourrissent mutuellement. Face à ce constat, la communauté internationale s'efforce, depuis une dizaine d'années, de trouver des solutions pour intégrer plus étroitement la promotion de la paix et de la sécurité humaine dans la coopération internationale. À la fois prometteuse et complexe, l'approche dite du triple lien vise à favoriser l'imbrication entre aide humanitaire, coopération au développement et promotion de la paix dans le but

d'appréhender l'ensemble des besoins des États et des populations qui sont confrontés à des crises multidimensionnelles et d'obtenir des améliorations durables.

À cet égard, la CI suisse joue un rôle de pionnier au niveau international: elle utilise en effet, depuis déjà de nombreuses années, les trois instruments de manière complémentaire. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE a salué les progrès de la Suisse dans ce domaine, tout en lui recommandant de poursuivre ses efforts visant à renforcer la cohérence⁶⁴. La Suisse s'est efforcée d'encourager au niveau international également les échanges mutuels sur l'approche du triple lien en favorisant les dialogues politiques et en détachant des experts auprès d'organisations multilatérales.

Aide humanitaire et perspectives à Cox's Bazar

Brutalement chassés du Myanmar, environ un million de Rohingyas vivent au Bangladesh depuis 2017. Les perspectives de retour des personnes déplacées étant toujours incertaines, cette crise est appelée à durer. À Cox's Bazar au Bangladesh, ville abritant aujourd'hui le plus grand camp de réfugiés au monde, l'aide humanitaire de la Suisse a contribué à couvrir les besoins des habitants en termes d'eau potable, d'assainissement, de nourriture, de santé, de protection et d'hébergement. L'accueil généreux accordé au départ aux Rohingyas a fait place aujourd'hui à une concurrence accrue pour les rares ressources économiques à disposition. Afin d'apaiser les tensions, la DDC a donc également soutenu, par l'intermédiaire d'une ONG locale, des mesures favorisant la création d'emplois, de programmes de formation professionnelle et d'entreprises dans les communautés d'accueil. Dans le cadre de la coordination des donateurs, la Suisse a en outre lancé un processus visant à utiliser plus efficacement les fonds d'aide internationaux, dont les montants sont en baisse.



62 www.devinit.org > Global Humanitarian Assistance Report 2023

63 La DDC possède désormais sept sections thématiques: Économie et éducation/Paix, gouvernance et égalité/Climat, réduction des risques de catastrophe et environnement/Migration et déplacements forcés/Santé/Systèmes alimentaires/Eau

64 www.oecd.org > Examens de l'OCDE sur la coopération pour le développement: Suisse 2019

Finances

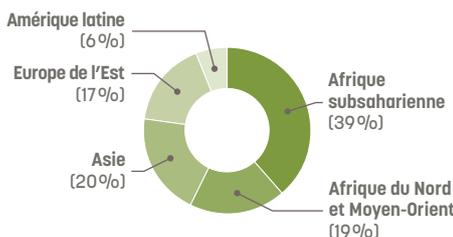
Utilisation des crédits d'engagement



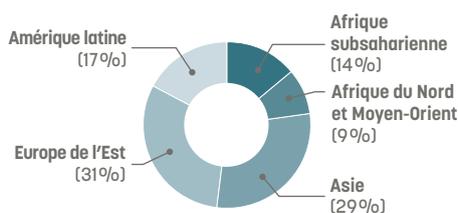
Fin 2023, près des **trois tiers** des fonds des cinq crédits d'engagement avaient été **engagés**. Dans le cadre de la stratégie de CI 2021-2024, près d'un quart des moyens est alloué à des organisations ou des fonds

internationaux et environ 5 % à des ONG suisses, sous forme de contributions de base.

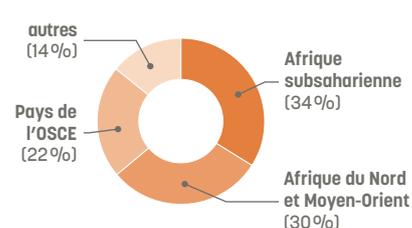
DDC



SECO



DPDH⁶⁵



Répartition régionale des engagements bilatéraux et multi-bilatéraux (2021 à fin 2023)

Taux de l'aide publique au développement (APD) 2021-2023

Le pourcentage du revenu national brut (RNB) consacré à l'**aide publique au développement (APD)** était de 0,50 % en 2021, de 0,56 % en 2022 et de 0,60 % en 2023⁶⁶. Ce taux reflète les efforts exceptionnels consentis par la CI suisse pour faire face aux différentes crises (pandémie de COVID-19, Ukraine, Proche-Orient etc.). Les **niveaux record atteints en 2022 et 2023** s'expliquent essentiellement

par les dépenses liées à la guerre en Ukraine, en particulier par les coûts du SEM en lien avec l'accueil des personnes titulaires du **statut S**. Si l'on exclut les coûts imputables à l'asile, le taux d'APD s'élevait à 0,40 % en 2022 et à **0,43 %** en 2023, après avoir atteint des valeurs maximales en 2020/2021 (0,45 %).

Évolution de l'APD (en millions de CHF) et de l'APD/RNB (en %) Dépenses 2017-2023, budget 2024



65 La mise à disposition d'experts par le Pool d'experts pour la promotion civile de la paix est prise en compte.

66 État au 15.3.2024. Au cours de la période couverte par la stratégie de coopération 2017-2020, le taux d'APD s'élevait en moyenne à 0,46 %. Si l'on exclut les coûts pour l'accueil temporaire des demandeurs d'asile, ce chiffre tombe à 0,41 %.

Bilan et enseignements pour la stratégie CI 2025-2028

- ▶ Les quatre **objectifs** se sont révélés pertinents. Dans la prochaine stratégie, ils seront **affinés** et axés sur l'expertise dont dispose la Suisse. L'engagement avec le **secteur privé** et l'utilisation plus ciblée des **technologies numériques** ont démontré être des approches prometteuses, mais qui doivent encore être renforcées.
- ▶ Afin de pouvoir poursuivre son action dans les **contextes fragiles**, qui dans bien des cas sont intrinsèquement marqués par la pauvreté extrême et dont le nombre tend à augmenter, la CI doit miser sur la **complémentarité** entre ses activités d'aide humanitaire et de coopération au développement. La réorganisation de la DDC, achevée en 2022, a permis de renforcer cette interaction. Pour tenir compte de ces changements, la liste des pays prioritaires englobera à l'avenir aussi des contextes dans lesquels la Suisse mène des activités humanitaires depuis de longues années.
- ▶ Malgré les difficultés, rares sont les projets qui ont dû être interrompus, les approches et les activités ayant été **adaptées en permanence à l'évolution de la situation**.
- ▶ **«Penser globalement»** : à niveau constant de ressources, la gestion de crises interconnectées, plus nombreuses et plus longues, nécessite une action ciblée et coordonnée au niveau international. Le système multilatéral doit fournir une aide adaptée aux besoins et garantir une utilisation efficace des moyens limités, une exigence que défend la Suisse au sein des organes de pilotage.
- ▶ **«Agir localement»** : certaines évaluations de projets mettent en évidence la difficulté d'obtenir un impact à long terme. Le renforcement des acteurs locaux, qui connaissent les besoins sur place et ont un accès direct aux populations, permettrait de remédier à ce problème. La CI suisse entend aider davantage encore ces derniers à mettre en œuvre eux-mêmes des projets lorsque cela est possible.
- ▶ La **guerre en Ukraine** a placé la CI face à des défis extraordinaires, financiers notamment, qui impacteront sensiblement, encore après l'année 2024, le travail des trois partenaires CI. Le même constat vaut pour le **financement international dans le domaine du climat**.
- ▶ Les crises qui s'entremêlent et se superposent dans le temps ont montré que la CI reste un **instrument reconnu** et indispensable de la **politique extérieure et de la politique économique extérieure** de la Suisse. Elle confère au pays une visibilité et une reconnaissance à l'étranger. En Suisse aussi, elle bénéficie d'un large soutien de la population.

Prochain rapport

- ▶ Sur la base du rapport de la CdG-E consacré à la **mesure de l'efficacité** de la CI, le Conseil fédéral a identifié en février 2024 douze mesures pour la mise en œuvre des recommandations et a chargé le DFAE et le DEFR d'améliorer la méthodologie utilisée pour garantir une mesure de l'efficacité qui soit probante. Sur le moyen et long terme, les deux départements prendront des mesures, tant au niveau de l'évaluation que du monitoring, concernant les trois aspects que sont : 1. la qualité (amélioration des données), 2. la numérisation (modernisation du traitement des données) et 3. la communication (accessibilité des résultats du développement).
- ▶ Le compte rendu d'activité couvrant la prochaine période couvrant la **prochaine période** de quatre ans sera disponible lorsque débiteront les travaux préparatoires concernant la stratégie CI 2029-2032.

Impressum

Éditeur:
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
Eichenweg 5
3052 Zollikofen
Téléphone +41 58 462 31 53
www.ddc.admin.ch
info.deza@eda.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'État à l'économie SECO
Coopération et développement économiques
Holzikofenweg 36
3003 Berne
Téléphone +41 58 468 60 56
www.seco-cooperation.admin.ch
info.cooperation@seco.admin.ch

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Secrétariat d'État SEE/DFAE
Division Paix et droits de l'homme DPDH
Bundesgasse 32
3003 Berne
Téléphone +41 58 462 31 53
www.dfae.admin.ch > secretaire-etat-see-dfae
sts.afm.stab@eda.admin.ch

Rédaction/coordination:
Affaires du Conseil fédéral et du Parlement DDC
Qualité et ressources SECO
État-major de la DPDH

Graphisme:
Atelier Bläuer, Berne, www.atelierblaeuer.ch

Crédits photographiques:
Page de titre: Nabin Baral/IWMI; page 2: Andrew Esiebo/Panos Pictures; page 11: Plateforme suisse du cacao durable; page 12: Swisscontact; page 13: Neil Palmer/CIAT; page 14: Patrick Moran/Oxfam; page 19: Svitlana Kuznetsova/ICRC; page 21: DFAE; page 24 en haut à gauche: Carlos Orjales/SECO; page 24 en bas à gauche: Yesica Yana/Swisscontact; page 24 en haut à droite: DFAE; page 24 en bas à droite: Lana H. Haroun; page 24: Simon Townsley/Panos Pictures

Cette publication est également disponible en allemand, en italien et en anglais.

Le rapport peut être commandé en ligne sur www.ddc.admin.ch (rubrique Impact) et sur www.seco-cooperation.admin.ch (rubrique Documentation).